

**RAPPORT
DU COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'*APARTHEID***

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 22 (A/43/22)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITÉ SPÉCIAL
CONTRE L'*APARTHEID***

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 22 (A/43/22)



NATIONS UNIES

New York, 1989

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le présent document a également été présenté au Conseil de sécurité sous la cote S/20248.

26 octobre 1988

LETTRE D'ENVOI

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport annuel du Comité spécial contre l'apartheid, que le Comité a adopté à l'unanimité le 26 octobre 1988. On trouvera en annexe le rapport sur l'évolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud.

Le présent rapport est présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité conformément aux dispositions pertinentes des résolutions 2671 (XXV) et 42/23 A à H de l'Assemblée générale, en date respectivement des 8 décembre 1970 et 20 novembre 1987.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) Joseph N. GARBA

Son Excellence
Monsieur Javier Pérez de Cuéllar
Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York, New York

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. EVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD	5 - 60	2
A. Conditions politiques générales	5 - 15	2
B. Répression	16 - 36	4
C. Résistance à l' <u>apartheid</u>	37 - 52	9
D. Agression, déstabilisation et terrorisme d'Etat ..	53 - 60	13
III. RELATIONS EXTERIEURES DE L'AFRIQUE DU SUD ET ACTION INTERNATIONALE CONTRE L' <u>APARTHEID</u>	61 - 123	16
A. Généralités	61 - 63	16
B. Relations économiques	64 - 79	16
C. Accroissement de la puissance militaire et collaboration militaire	80 - 86	20
D. Action internationale contre l'Afrique du Sud	87 - 123	22
IV. RECAPITULATION DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL	124 - 182	30
A. Résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session au titre du point intitulé "Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain"	125 - 126	30
B. Déclarations faites à des réunions du Conseil de sécurité	127 - 129	31
C. Activités du Comité spécial contre la politique et les pratiques du régime d' <u>apartheid</u>	130 - 168	31
D. Promotion d'une action contre l' <u>apartheid</u> à l'échelle mondiale	169 - 179	40
E. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies et avec d'autres organisations	180 - 182	43

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	183 - 194	44
Notes		48
ANNEXES		
I. Rapport sur l'évolution récente des relations entre l'Afrique du Sud et Israël		56
II. Composition des organes subsidiaires du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u> et du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud		61
III. Extraits des déclarations faites par le Comité spécial		62
IV. Conférences et séminaires organisés par le Comité spécial ou avec son aide		72
V. Célébration des Journées internationales de solidarité par le Comité spécial		75
VI. Liste des documents du Comité spécial		77

I. INTRODUCTION

1. Le Comité spécial contre l'apartheid a été créé par la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 6 novembre 1962; il est composé actuellement des 18 Etats Membres ci-après :

Algérie	Indonésie	République arabe	Somalie
Ghana	Malaisie	syrienne	Soudan
Guinée	Népal	République démocratique	Trinité-et-Tobago
Haïti	Nigéria	allemande	
Hongrie	Pérou	République socialiste	
Inde	Philippines	soviétique d'Ukraine	

2. A la 612e séance, le 7 janvier 1988, le Comité spécial a réélu à l'unanimité le général de division Joseph N. Garba (Nigéria) président, M. Guennadi I. Oudovenko (République socialiste soviétique d'Ukraine) et M. Jai Pratap Rana (Népal) vice-présidents. M. Yves L. Auguste (Haïti) a été élu vice-président et M. Arif Shahid Khan (Inde) a été réélu rapporteur.

3. Le Comité spécial a aussi réélu M. James Victor Gbeho (Ghana) président de son Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud, M. Tewfik Abada (Algérie) président de son Sous-Comité des pétitions et de l'information, M. Manuel Rodríguez (Pérou) président de son Equipe spéciale pour les prisonniers politiques, M. Nasreldin A. M. Idris (Soudan) président de son Equipe spéciale pour les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid et M. Oseloka Obaze (Nigéria) président de son Equipe spéciale sur les aspects juridiques de l'apartheid. (Pour les noms des membres des organes subsidiaires du Comité spécial, voir l'annexe II du présent rapport.)

4. Le Comité spécial a décidé à l'unanimité de soumettre le présent rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Le rapport sur l'évolution récente des relations entre Israël et l'Afrique du Sud figure à l'annexe I au présent rapport.

II. EVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

A. Conditions politiques générales

5. Pendant la période considérée, le régime sud-africain a intensifié sa répression contre les militants et les organisations populaires qui sont aux premiers rangs de l'opposition pacifique à l'apartheid. Il s'est ainsi montré déterminé à écraser toute opposition pacifique organisée pour établir la "sécurité" et une "situation normale" dans le pays. Pour Pretoria, cela est nécessaire pour qu'il puisse exécuter son programme de réforme constitutionnelle qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle manœuvre pour renforcer encore l'apartheid. Nombre de mesures prises par le régime au cours des 12 derniers mois laissent entrevoir une politique à double voie - contrainte, d'une part, tentatives de coopter certains secteurs de la population noire majoritaire, d'autre part. Le régime de Pretoria demeure obstinément opposé au changement nécessaire.

6. Parallèlement à la répression interne, Pretoria a intensifié ses activités terroristes à l'étranger. L'assassinat ou la mutilation de personnalités de l'African National Congress of South Africa (ANC), perpétrés même dans des pays occidentaux, visent à affaiblir les mouvements de libération nationale et à saper leur position dans la communauté internationale.

7. Lançant une vaste offensive contre la résistance à son régime, Pretoria a interdit, le 24 février 1988, les activités de 17 des principales organisations anti-apartheid ainsi que de 18 particuliers partisans des formes de lutte pacifique et imposé de sévères restrictions au Congress of South African Trade Unions (COSATU). Il est révélateur que ces mesures aient été adoptées dans le contexte d'un état d'urgence prolongé qui donne des pouvoirs à peu près illimités aux forces de sécurité, qui permet aux autorités de considérer comme criminelle presque toute activité politique et qui impose des règles draconiennes aux médias locaux et étrangers. Ces restrictions, qui sont en fait de véritables interdictions, ont été adoptées avant le dépôt au Parlement de projets de loi qui auraient notamment pour effet d'entraver considérablement les activités propres des syndicats et de faire respecter encore plus rigoureusement la ségrégation en matière de lieu de résidence.

8. En imposant ces restrictions, Pretoria semble poursuivre deux buts distincts mais néanmoins liés. Premièrement, se heurtant à la réprobation du Conservative Party, parti conservateur de droite, le régime essaie - sans succès jusqu'à présent - de regagner les voix d'électeurs blancs plutôt que de répondre aux aspirations de la majorité noire.

9. Deuxièmement, le régime essaie de prévenir un boycottage populaire des élections, qui doivent se tenir le 26 octobre 1988, des représentants noirs aux "conseils communautaires", bénéficiant de la sanction officielle. Des organisations actuellement interdites, comme le United Democratic Front (UDF) et l'Azanian People's Organization (AZAPO), se sont prononcées contre les élections et se sont engagées à organiser un boycottage pacifique. De tels boycottages se sont révélés efficaces par le passé 1/.

10. Pretoria semble adopter ces stratégies de répression et de réforme dans le cadre de sa politique générale de contrainte et de coercition dans l'application de laquelle le National Security Management System joue un rôle décisif 2/. Le

premier élément de cette politique - la répression calculée de toutes les formes d'opposition à l'apartheid - semble se traduire par des efforts visant à consolider le contrôle de Pretoria sur le pays et il est à rapprocher de la puissance croissante de l'appareil de sécurité dans la conduite des affaires du pays.

11. Rétablir le contrôle est essentiel au deuxième élément de cette politique, qui consiste à manipuler la détresse chronique des Noirs afin d'affaiblir leur résistance et de faire pression sur eux. Par le biais des Joint Management Committees, le régime s'est lancé dans de grandes opérations de revalorisation des logements et de l'infrastructure dans des townships connues pour leur esprit militant : Mamelodi près de Pretoria, Alexandra près de Johannesburg et New Brighton près de Port Elizabeth. Le but ultime de ces projets est, comme l'ont dit les responsables, de "gagner les coeurs et les esprits des masses". Les autorités semblent croire qu'en relevant le niveau de vie, elles pourront désamorcer la résistance et créer une opinion noire modérée favorable au régime ou du moins aux dirigeants noirs qui pourraient participer au National Statutory Council proposé.

12. Le troisième élément de la politique de coercition de Pretoria est d'appliquer des réformes politiques pour gagner un certain appui auprès des Noirs et légitimiser le régime. On se rappellera que les structures administratives des townships se sont en grande partie écroulées à la suite de la rébellion et du boycottage des loyers, notamment. Le régime semble chercher à établir une structure administrative crédible. Les élections municipales d'octobre devraient jouer un rôle clef dans ce processus de "réforme politique". Les conseillers élus formeront des collèges qui éliront neuf des 15 représentants au National Statutory Council proposé, qui doit être l'instance de négociation d'une nouvelle constitution pour les Noirs. Il s'agira toutefois d'un organe consultatif, M. P. W. Botha l'a dit clairement devant le Parlement en avril. Parlant du Council (ou Great Indaba comme on l'appellera peut-être), il a déclaré que "le Gouvernement ... tient à la notion d'instance de délibération" 3/.

13. La résistance obstinée de la majorité noire montre cependant que Pretoria n'a réussi dans aucun des éléments de sa politique. Le régime n'est pas parvenu à enrôler de véritables dirigeants noirs dans ses structures officielles, à savoir les conseils municipaux. Il paraît peu probable qu'il arrive à s'assurer la participation des Noirs à la création du NSC ou d'autres structures similaires, qui ont été universellement rejetées, même par les chefs de la plupart des "homelands" non indépendants.

14. Parallèlement à sa stratégie politique, le régime a mis au point une stratégie pour faire face à sa crise économique. Le programme économique global qu'il vient d'annoncer - qui met l'accent sur la privatisation, la déréglementation, des réductions massives des dépenses publiques et un gel des salaires dans le secteur public - vise à relancer l'investissement privé et la production et à réduire le déficit du secteur public. Les représentants du commerce et de l'industrie ont appuyé sans réserve les nouvelles mesures économiques. Il n'empêche que cette restructuration économique se traduira par une dégradation du niveau de vie des groupes à faible revenu, et notamment des travailleurs noirs.

15. Le gel des salaires va léser les travailleurs qui, en 1987, ont souffert d'une hausse massive de 25 % des prix des produits alimentaires. Le COSATU et le National Council of Trades Unions (NACTU), la deuxième fédération syndicale du pays, se sont opposés à ces mesures, faisant valoir que les employés du secteur public étaient en majorité des Noirs et qu'ils allaient le plus pâtir des nouvelles mesures 4/. Tant que l'Afrique du Sud sera en guerre avec ses voisins et à l'intérieur avec sa population, une grosse part du budget sera consacrée à la défense, à la police et à la sécurité. Dans ce contexte, il semble qu'en plus d'autres facteurs, les difficultés économiques et les perturbations dans l'armée aient joué un rôle déterminant dans le changement d'attitude de Pretoria à l'égard de l'Angola et de la Namibie.

B. Répression

Etat d'urgence et autres lois et pratiques répressives

16. Prétextant du long état d'urgence, reconduit une fois de plus en juin, le régime fait appel aux forces combinées de l'armée, de la police, d'autres forces de sécurité et des tribunaux dans son action systématique pour écraser l'opposition 5/. Il utilise également des éléments tels que les groupes d'autodéfense et les groupes d'extrême droite pour tenter de déstabiliser les communautés dans tout le pays. L'Afrique du Sud est maintenant un Etat policier qui subit une militarisation croissante. Dans cette atmosphère de terreur et d'état d'urgence, les forces de sécurité jouissent pratiquement de l'immunité pour tout acte de violence qu'elles commettent.

17. Le 24 février, le régime a sévèrement limité les activités de 17 des plus importantes organisations anti-apartheid et de 18 dirigeants de communautés, et interdit au COSATU, qui est la première fédération syndicale du pays, toute activité dépassant le cadre des ateliers. En août, la campagne visant à mettre fin à la conscription était aussi interdite. La réglementation imposée limite les activités des organisations visées, notamment la préservation de leurs avoirs, à la tenue des livres de comptes et des archives et à des fonctions administratives 6/. Toute activité politique est en fait interdite aux 17 organisations et au COSATU. A la suite de ces mesures, le mouvement Inkatha du peuple zoulou reste le seul mouvement politique noir qui n'ait pas encore été touché et qui soit libre d'opérer dans le pays 7/.

18. Pretoria peut utiliser une autre arme juridique pour étouffer encore davantage les organisations de travailleurs noirs. En septembre, le régime a adopté l'Amendement sur les relations professionnelles (Labour Relations Amendment Act) alors que les syndicats et les employeurs avaient convenu de demander que certaines clauses essentielles soient suspendues. Venant s'ajouter aux restrictions déjà imposées au COSATU, la loi vise à paralyser les organisations de travailleurs noirs. Ses dispositions restreignent encore la capacité des travailleurs d'organiser des grèves et permettent aux employeurs de demander des dommages-intérêts aux syndicats pour pertes de production dues aux arrêts de travail, de reconnaître les syndicats minoritaires et de proscrire les grèves et les boycottages de solidarité 8/. En juin, le COSATU a présenté à l'Organisation internationale du Travail (OIT) une plainte contre le régime "concernant la violation de la liberté syndicale par le projet d'amendement de 1987 à la loi sur les relations professionnelles" 9/.

19. Pretoria a en outre déposé un projet de loi (Promotion of Orderly Internal Politics Bill) qui interdirait à tous les groupes et individus de recevoir des fonds étrangers pour des activités susceptibles de "mettre en danger la sécurité publique". Les dispositions de ce projet de loi risquent de restreindre encore le champ de l'activité politique extraparlamentaire autorisée en privant les organisations anti-apartheid de l'appui financier de l'étranger dont elles ont tant besoin. Toutefois, étant donné les fortes pressions dans le pays et à l'étranger, il paraît certain que le régime en modifiera certaines dispositions 10/.

Utilisation de groupes d'autodéfense et d'assassins

20. L'une des conséquences très alarmantes des récentes interdictions est que les groupes d'autodéfense et groupes paramilitaires d'extrême droite sont d'autant plus libres dans leurs activités dirigées contre les adversaires du régime. L'importance que prennent ces groupes dénote une modification majeure de la stratégie du régime face à l'opposition. Jusqu'à ces derniers temps, Pretoria comptait surtout sur sa tactique traditionnelle d'arrestations sans procès dans son action contre les organisations d'opposition. Les arrestations se poursuivent certes avec la même intensité, mais une analyse des événements récents révèle qu'elles sont complétées par une autre stratégie : le recours à des intermédiaires pour exacerber les divisions entre les communautés, anéantir l'opposition à l'apartheid et promouvoir les plans de "réforme" du régime. Les observateurs soulignent que cette stratégie de déstabilisation interne semble être appliquée dans toutes les communautés noires d'Afrique du Sud, en particulier dans celles qui ont traditionnellement mené une résistance organisée à l'apartheid. Dans les townships et les zones rurales, où tout se passe à l'insu des Blancs et ne laisse aucune trace grâce à une censure rigoureuse des médias, les groupes d'autodéfense mènent des campagnes concertées contre les particuliers et les organisations, souvent avec le consentement et l'assistance des forces de sécurité 11/.

21. Dans certaines townships du pays, les groupes d'autodéfense ont été officiellement intégrés dans la structure des forces de sécurité. Ainsi, la police municipale relève de l'autorité des conseils communautaires locaux et les kitskonstabels ou "policiers de formation accélérée", qui sont déployés dans les municipalités (townships) après avoir suivi un entraînement de trois semaines. Les kitskonstabels et la police municipale font régner la terreur dans l'est de la province du Cap, région où ils sont jusqu'à présent le plus souvent intervenus 12/.

22. Les plus sinistres de tous sont les assassins "inconnus", qui semblent vouloir éliminer tous les adversaires du régime. Ainsi, Sicelo Dhlomo, âgé de 18 ans, bénévole du bureau de Johannesburg du Detainees' Parents Support Committee (maintenant interdit), a été trouvé assassiné le 25 janvier, quelques jours après avoir été relâché par la police, qui l'avait interrogé sur le documentaire de la chaîne de télévision CBS intitulé "Children of apartheid". Dans ce documentaire, qui a été diffusé aux Etats-Unis, M. Dhlomo disait qu'il avait été torturé en détention en 1986 et en 1987. Son décès s'inscrit dans une série de morts suspectes enregistrées depuis 1985 13/.

Intimidation et action secrète

23. Outre qu'elles subissent la répression systématique des forces de sécurité, les organisations d'opposition sont également victimes de campagnes de diffamation

et d'attaques dirigées contre leurs bureaux ou le domicile de leurs militants. C'est ainsi que les bureaux de syndicats affiliés au COSATU, les logements des membres de l'End Conscription Campaign, les locaux utilisés par le South African Council of Churches (SACC) et d'autres groupes et personnalités anti-apartheid ont été attaqués récemment. Ces actes de violence visent, d'abord, à entraver les activités des organisations qui sont aux premiers rangs de la lutte anti-apartheid et, ensuite, à éliminer physiquement les membres et les dirigeants de ces organisations.

24. Une tendance alarmante, observée tout particulièrement à Pietermaritzburg (province du Natal), est le conflit civil violent fomenté par le régime qui utilise le mouvement Inkatha contre l'United Democratic Front (UDF) et ses partisans. Depuis 1986, plus de 600 personnes ont trouvé la mort, sans mentionner les dégâts matériels et les destructions résultant des violents affrontements 14/. Les récentes restrictions ont en fait accru le risque de nouvelles violences. Les pourparlers de paix entre les représentants de l'UDF et ceux d'Inkatha n'ont pu suivre leur cours en raison des restrictions imposées à l'UDF et à certains des dirigeants de l'Organisation.

Déplacements forcés de population

25. Sous le couvert de l'état d'urgence, Pretoria est revenu ouvertement à sa politique de vastes déplacements forcés de la population noire dans le cadre de son plan de consolidation des "homelands". Ces déplacements, cachés au public et à la presse, ont pris une tournure alarmante : les groupes d'autodéfense interviennent ouvertement alors que précédemment le régime se servait davantage d'instruments "juridiques". En janvier, des tensions ont de nouveau éclaté entre différentes factions dans le camp de squatters du Kensington Trade Company au Cap, qui a été déclaré zone d'accès réservé, entouré de barbelés et ouvert seulement aux résidents. Il y a eu plusieurs morts et plus de la moitié du camp a été détruite. En 1986, un camp de squatters adjacent, à Crossroads, a été détruit au cours d'un des déplacements de population les plus brutaux dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Les "witdoekes" (groupes d'autodéfense) et les forces de sécurité sud-africaines ont uni leurs forces pour brûler délibérément les cabanes; l'opération a fait 53 morts, de nombreux blessés et 70 000 sans-abri 15/.

26. Dans le cadre de sa politique d'"urbanisation contrôlée", le régime vient de publier une série de projets de loi visant à faire appliquer plus strictement la ségrégation en matière de résidence dans les zones urbaines. Selon l'un de ces textes, le Group Areas Amendment Bill, les Noirs occupant des maisons dans des zones réservées aux Blancs seraient obligatoirement expulsés et les contrevenants seraient passibles de peines très sévères. Le Rent Bill, s'il est adopté, permettra aux autorités de mettre fin au boycottage des loyers actuellement en cours. Ces projets de loi, qui donneraient aux autorités locales plus de pouvoirs en matière de logement que jamais auparavant, représentent une tentative du régime d'empêcher les Noirs sans abri de construire sans permission officielle des logements de fortune près des villes, là où ils peuvent et quand ils le peuvent 16/. Il se peut que l'opposition amène les autorités à modifier certaines dispositions de ces projets de loi.

Censure de la presse

27. La presse continue d'être muselée par de sévères restrictions et aussi par les détentions, tracasseries et mesures d'intimidation continuellement infligées aux représentants des médias locaux et étrangers. Les autorités ont même essayé de faire passer une loi instituant un registre officiel des journalistes, mais elles ont abandonné cette idée largement critiquée. Les restrictions imposées à la presse ont particulièrement frappé la presse anti-apartheid - notamment des publications telles que The New Nation, South, The Weekly Mail, The Sowetan et Work in Progress - qui donne expression aux vues de la majorité noire. Ainsi, The New Nation a été réduite au silence pour trois mois; le rédacteur en chef, Zwelakhe Sisulu, a été arrêté en décembre 1986 et demeure en détention sans inculpation. En août, les autorités ont confisqué des numéros du The Weekly Mail, qui contenaient un article sur 143 conscrits blancs refusant d'être enrôlés dans les Forces de défense sud-africaines.

Détentions, procès, interdictions et exécutions

28. Un rapport détaillé de la Commission internationale de juristes, rédigé à la suite d'une mission en Afrique du Sud, met en lumière les pouvoirs presque sans limite des forces de sécurité. Selon ce rapport, les forces de sécurité sud-africaines utilisent largement la torture et la violence, même contre les enfants. Parmi les autres abus graves imputés aux forces de sécurité, le rapport mentionne "le recours excessif à la force (y compris de nombreux assassinats) dans les opérations de contrôle des foules, les mauvais traitements et la torture infligés aux détenus lors des interrogatoires...". Il conclut que la législation en matière de sécurité et les règlements d'urgence "... imposent ou autorisent de nombreuses restrictions à la liberté personnelle, en violation des droits de l'homme" 17/.

29. Les détenus, à la différence des prisonniers politiques condamnés à de longues peines et de ceux qui font l'objet de procès politiques, sont retenus en prison sans inculpation ni procès. Les groupes de défense des droits de l'homme qui suivent la situation estiment que, depuis que l'état d'urgence a été imposé en 1986, 30 000 personnes environ ont été détenues plus ou moins longtemps; à l'heure actuelle, il y a environ 2 000 à 2 500 personnes en détention sans inculpation - dont 250 enfants de moins de 17 ans, y compris un jeune de 14 ans. En dépit des dénégations du régime, ces groupes signalent que des enfants sont encore mis en détention quotidiennement.

30. Le sort des personnes détenues pour de longues périodes suscite une préoccupation croissante. Selon les estimations, 500 personnes au moins ont été détenues pendant six mois environ et 1 000 autres pour un an ou plus. Un groupe d'environ 1 000 détenus semble être gardé en prison d'un état d'urgence à l'autre et risque d'y rester indéfiniment sans inculpation.

31. Selon les groupes qui surveillent la situation en matière de droits de l'homme, pendant la période considérée, deux personnes sont mortes alors qu'elles étaient détenues en vertu de règlements relatifs à l'état d'urgence : Benedict Mashole (20 ans) et Elda Bani (56 ans). Mme Bani est la première femme morte alors qu'elle était gardée à vue. En outre, quatre personnes, apparemment arrêtées pour des motifs politiques, sont mortes en détention 18/.

32. Souvent maintenant, le régime impose certaines restrictions aux activistes politiques quand il les relâche. Cette mesure, combinée avec les récentes interdictions frappant les organisations, pourrait paralyser les activités des organisations d'opposition. A la fin de 1987, 69 personnes avaient fait l'objet de telles restrictions - on sait que 34 étaient membres de l'UDF ou de groupes affiliés et que 11 étaient des membres ou des dirigeants de syndicats. On sait que 11 personnes ont été soumises à des restrictions après avoir été relâchées. Les plus en vue sont un membre de l'ANC, Govan Mbeki, et deux personnalités de l'UDF de Pietermaritzburg, qui joueraient un rôle essentiel dans les pourparlers de paix.

33. Le régime continue d'utiliser les procès politiques comme moyen de museler l'opposition et de priver les organisations anti-apartheid de leurs dirigeants. Selon le South Africa's Centre for Applied Legal Studies, 37 procès politiques dirigés contre 112 personnes se sont achevés entre décembre 1987 et mars 1988. A l'heure actuelle, 62 procès sont en cours, visant 691 prévenus, y compris cinq procès pour trahison dirigés contre 50 prévenus 19/.

34. L'Afrique du Sud a l'un des taux d'exécution de la peine capitale les plus élevés du monde. Le rapport d'Amnesty international pour 1988 fait observer que le nombre d'auteurs de crimes politiques exécutés augmente. Quatre-vingt une personnes ont été exécutées entre le 1er janvier et le 14 juillet 1988. En mai 1988, on comptait 274 condamnés à mort; on ne connaît pas les noms de la plupart d'entre eux. Il y a actuellement 70 auteurs de crimes politiques au moins condamnés à mort. Les plus connus sont les six condamnés de Sharpeville, qui ont été condamnés parce qu'ils ont été jugés comme ayant eu les "mêmes objectifs" que les vrais coupables 20/.

35. Le sort des prisonniers politiques a été une fois de plus porté à l'attention du monde lorsqu'en août 1985, le dirigeant de l'ANC, Nelson Mandela, a été hospitalisé pour tuberculose. Des appels ont été lancés en Afrique du Sud et à l'étranger en faveur de sa libération. Quelques mois plus tôt, en juin, le dirigeant du Pan Africanist Congress of Azania (PAC), Zephania Mothopeng avait lui aussi été hospitalisé. Les prisonniers politiques sont souvent placés dans des cellules avec des criminels de droit commun et sont soumis à des conditions d'internement particulièrement dures, entassés dans des cellules sans hygiène, victimes de sévices et d'autres formes de mauvais traitements de la part des gardiens. C'est ainsi qu'en août, un objecteur de conscience a été transféré de la prison à l'hôpital après avoir subi des violences sexuelles d'un prisonnier de droit commun. Pour protester contre ces conditions de détention insupportables, les prisonniers et détenus ont protesté de diverses façons, notamment par des grèves de la faim. D'après le Ministère de la justice, entre février 1987 et le 31 janvier 1988, des gaz lacrymogènes ont été utilisés à neuf reprises contre les détenus 21/.

36. La magistrature et la police utilisent de plus en plus les mesures d'interdiction et d'autres règlements répressifs pour entraver les activités des adversaires de l'apartheid. Des rallies, des réunions ou des funérailles ont été interdits parce qu'ils "mettaient en danger la sécurité publique". Toutefois, une exception importante a été faite pour les rallies organisés par le mouvement Inkatha et l'Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB) (mouvement de résistance afrikaner), une organisation blanche d'extrême droite.

C. Résistance à l'apartheid

Nouvelles formes de résistance politique

37. Si l'état d'urgence a considérablement freiné les activités des opposants au régime, il a aussi poussé les militants à imaginer de nouvelles façons d'opérer. Au niveau local et au-delà, les forces de l'opposition se préoccupent maintenant bien davantage d'éduquer et de former de nouveaux cadres, ce qui est indispensable pour remplacer les nombreux dirigeants arrêtés et assassinés et planifier à long terme en prévision d'une lutte très longue.

38. Les activités des organisations politiques étant entravées par le durcissement de la répression, les syndicats noirs et les organisations religieuses noires sont devenus les principales forces d'opposition au régime. La résistance à l'apartheid prend aussi des formes politiques différentes, abandonnant les rassemblements de masse au profit d'un système de "comités d'immeuble et de rue". Les organisateurs vivant en permanence dans la clandestinité ont créé des courants de communication qui, bien qu'ils soient parfois interrompus par le régime ou par la répression de civils armés, permettent de maintenir les structures régionales. Dans ce processus de regroupement politique, on voit prendre forme une alliance entre les travailleurs noirs organisés et les jeunes, qui est un élément important de la résistance stratégique à l'apartheid.

39. Les associations communautaires (organisations de résidents) ont survécu dans un certain nombre de townships dispersées dans tout le pays. Ils ont contribué à l'organisation d'un boycottage des loyers, qui dure depuis 1984 dans de nombreuses communautés 22/. Au-delà des facteurs politiques, certaines raisons économiques sont à l'origine de ce boycottage. Le chômage et un taux d'inflation élevé ont provoqué une baisse considérable du pouvoir d'achat des Noirs. Les augmentations des loyers et des charges, s'ajoutant au coût élevé des transports, représentent donc une portion importante sur leurs salaires. L'Etat a utilisé tout son arsenal de répression pour faire cesser le boycottage : interventions de la police et de civils armés, coupure de l'eau et de l'électricité, suppression de tous les autres services publics.

Mouvement syndicaliste noir

40. La réunion de représentants de l'ANC et du NACTU qui s'est tenue à Harare en mai a été un événement important pour le mouvement d'opposition au régime. Dans un communiqué commun, les deux organisations ont reconnu que l'unité d'action était nécessaire et qu'il fallait impérativement que le mouvement syndical noir aspire à l'unité, dans l'objectif principal de créer une fédération unifiée. En août 1987, des représentants de la NACTU ont eu des entretiens historiques avec des dirigeants du PAC à Dar es-Salam, au cours desquels ils ont parlé de la forme et du contenu de la lutte. Dans un texte publié simultanément par le PAC et la NACTU, les deux organisations ont déclaré que ces entretiens avaient "ouvert la voie à des nouvelles consultations de fond visant à parvenir à des solutions démocratiques convenues sur tous les problèmes qui assaillent notre mère patrie..." 23/.

41. Auparavant, au mois de mai, le COSATU a tenu un congrès extraordinaire pour examiner notamment la stratégie à adopter en ce qui concerne les restrictions imposées à la fédération et les incidences du Labour Relations Amendment Bill, par

la suite promulgué. Les décisions adoptées par le congrès ont été importantes en ceci qu'elles ont peut-être frayé la voie à l'unification future de l'action des forces d'opposition. Par la suite, le COSATU et le NACTU ont appelé à trois jours de manifestation nationale en juin contre le projet de loi sur les relations professionnelles, l'état d'urgence et les restrictions imposées aux organisations anti-apartheid. Malgré les menaces des dirigeants d'entreprise et des autorités et en dépit d'une série d'interdictions prononcées par les tribunaux, les fédérations ont réussi, en unissant leurs forces, à faire observer l'absentéisme par plus de 2 millions de Noirs. On peut estimer à au moins 250 millions de dollars les pertes subies par l'industrie. Cette campagne d'absentéisme a été la plus réussie depuis de nombreuses années (celle de 1961 mise à part) et la seule qui ait jamais été lancée pour trois jours en plein état d'urgence 24/. Auparavant, à l'occasion de l'anniversaire du massacre de Sharpeville (le 21 mars), les syndicalistes avaient été l'un des principaux instigateurs de la campagne d'absentéisme à laquelle avaient participé plus d'un million de Noirs dans tout le pays 25/.

42. Malgré l'état d'urgence, le nombre de syndicalistes a augmenté, notamment dans certaines industries 26/. Les syndicats ont très souvent organisé des grèves ou des arrêts de travail pour faire aboutir leurs revendications. Le rapport annuel de la National Manpower Commission (qui ne porte pas sur les travailleurs agricoles, les employés de maison et le secteur public) fait ressortir une augmentation spectaculaire du nombre de grèves en 1987, comme le montre le tableau ci-après 27/.

43. L'augmentation du nombre des grévistes et des journées de grève s'explique principalement par la grève des industries extractives d'août 1987. Si le nombre de grèves a décru dans les tout premiers mois de 1988, les syndicalistes affirment que leurs objectifs évoluent en raison de la répression et que l'activisme des travailleurs reste élevé. Cette affirmation est corroborée par les chiffres concernant les campagnes d'absentéisme de mars et de juin ainsi que par la grève récemment organisée par le National Union of Metalworkers (NUMSA), branche du COSATU comptant 156 619 adhérents. Tout ceci montre que la sévère répression politique n'a guère intimidé les travailleurs 28/.

Grèves	1985	1986	1987	Augmentation en pourcentage de 1986 à 1987
Nombre de grèves	389	793	1 148	144
Nombre de grévistes	239 816	424 390	591 421	139
Nombre de journées de travail perdues	678 274	1 309 958	5 825 231	444

44. En août, le NACTU a tenu son congrès annuel, au cours duquel les grandes questions relatives à la définition d'une politique et à la future direction politique ont été débattues. En mars, le NACTU a créé le National Union of Farmworkers (NUF), premier syndicat de ce type jamais mis sur pied. Le NUF et le National Union of Farm and Agricultural Workers of South Africa (NUFASA), affilié au COSATU, ont l'intention de syndiquer des travailleurs non couverts par le Labour relations Act, qui ne bénéficient donc que d'une faible protection sociale en tant qu'employés 29/.

Résistance armée

45. Les objectifs des mouvements de libération nationale bénéficient depuis peu d'un appui de plus en plus visible dans toutes les townships d'Afrique du Sud. Les actions des branches armées des mouvements de libération nationale, à savoir Umkhonto we Sizwe/MK et la Azanian People's Liberation Army/APLA ont été de plus en plus coordonnées et synchronisées avec les campagnes populaires menées dans le pays. A cet égard, la résistance armée a été utilisée pour contester la légitimité du régime et pour mobiliser la population en faveur des mouvements. Les attaques ont été principalement dirigées contre les personnels, véhicules et bases militaires, les terrains de manoeuvres et les conseils municipaux ainsi que leur police.

46. Depuis que les interdictions ont été imposées en février 1988, on a constaté une augmentation sensible des actions armées contre des cibles représentant le régime, mais il y a eu aussi quelques bavures. Dans une déclaration publiée en août par son comité exécutif national, l'ANC a reconnu "qu'en raison des difficultés opérationnelles, il y a eu des victimes innocentes". Tout en se félicitant de la forte intensification des activités de guérilla contre le régime, l'ANC a souligné qu'il était contraire à sa politique de s'en prendre à des objectifs uniquement civils. Il a également affirmé que certaines opérations avaient été lancées par des agents provocateurs du régime afin de jeter le discrédit sur la lutte armée 30/.

47. Pour la première fois, l'ANC a publié un ensemble de "Directives constitutionnelles pour une Afrique du Sud démocratique" fondées sur la Charte de la liberté de 1955. Ces directives, qui doivent servir de base à la discussion en Afrique du Sud comme à l'extérieur, prévoient une démocratie non raciale

multipartite, une déclaration des droits et une économie mixte. Auparavant, en décembre 1987, l'ANC avait organisé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) une conférence internationale sur le thème "Les peuples du monde contre l'apartheid pour une Afrique du Sud démocratique". La Conférence a adopté une déclaration et un programme d'action invitant instamment tous les gouvernements, organisations internationales et mouvements de solidarité à appuyer la lutte pour une Afrique du Sud non raciale, unie et démocratique 31/.

Opposition de dirigeants et institutions des secteurs religieux et autres

48. A mesure que les autorités éliminaient toute possibilité d'opposition pacifique, les institutions religieuses et leurs chefs ont participé de plus en plus directement au mouvement d'opposition politique au régime. Défiant les règlements interdisant tout appel aux manifestations et boycottages, 26 chefs religieux ont lancé un appel au boycottage des élections municipales d'octobre. Ils se sont engagés dans une déclaration à mener une action directe, non violente et, s'il le fallait, une campagne de résistance passive, afin d'instaurer la justice et la paix. Ainsi, l'archevêque Desmond Tutu a ouvertement appelé au boycottage des élections lors du sermon qu'il a prononcé devant une foule compacte à la cathédrale St. George au Cap en septembre. Il a rejeté les menaces proférées par le régime contre les partisans du boycottage, déclarant "Je ne défie pas le Gouvernement. J'obéis à Dieu" 32/.

49. Le South African Council of Churches (SACC) a continué de mener l'opposition des Eglises au régime tout en fournissant une aide humanitaire aux victimes de l'apartheid. Affirmant que ce régime est illégitime en raison de ses pratiques et de sa constitution, le SACC a approuvé la décision de boycotter les élections et décidé de rejeter les restrictions concernant les médias. En juin, les chefs religieux se sont rendus à une réunion convoquée par le SACC pour examiner la situation en Afrique du Sud et formuler des stratégies non violentes de lutte contre l'apartheid. Dans l'intervalle, l'Eglise anglicane a pris une décision considérée comme historique en approuvant le "Document de Lusaka", où il est reconnu que les mouvements de libération nationale sont "contraints" de recourir à la "force, parmi d'autres méthodes, pour mettre fin à l'oppression". Elle a également décidé de chercher à organiser d'autres réunions avec l'ANC et le PAC pour examiner "la nature de l'Afrique du Sud" au-delà de l'apartheid 33/.

50. La tendance à une participation de plus en plus organisée de Sud-Africains blancs à l'opposition au régime s'est maintenue. En créant le Five Freedoms Forum anti-apartheid et le New Democratic Movement (NDM) et en poursuivant leurs activités dans le cadre du Black Sash et de l'Institute for a Democratic Alternative for South Africa (IDASA), des Blancs opposés à l'apartheid ont démontré qu'ils tentaient réellement de se rapprocher du mouvement de l'opposition noire à l'intérieur et à l'extérieur du pays 34/. Les principes régissant le Forum, qui ont été approuvés par l'UDF et le COSATU, soulignent la nécessité d'établir les conditions d'une démocratie de participation au moyen de débats et d'activités concrètes. Des Afrikaners de premier plan se sont prononcés contre certaines politiques du régime, par exemple le conflit qui se perpétue dans la région et le maintien en prison du chef de l'ANC, Nelson Mandela 35/.

51. Le End Conscription Campaign (mouvement pour la fin de la conscription), qui est la plus grande organisation de Blancs affiliée à l'UDF, a mené des campagnes efficaces contre les incorporations dans les forces de défense sud-africaine (SADF); en raison de cette action, l'organisation a été interdite en août 36/. On pouvait mesurer l'ampleur croissante de la résistance à la conscription au large appui que recevaient les campagnes du Mouvement, notamment celle qui avait pour thèmes "Connaissiez vos droits" et "Action pour le service civil". Il est important de noter que de plus en plus de Blancs refusent publiquement de servir dans la SADF parce qu'ils estiment que c'est grâce à elle que se perpétue le régime d'apartheid, et exigent de pouvoir accomplir un service civil pacifique au lieu du service militaire. Les responsables du Mouvement affirment à cet égard que l'accroissement de l'émigration et la baisse de l'immigration sont essentiellement imputables à la conscription 37/.

52. Les pouvoirs publics ont tenté d'étouffer toute résistance à la conscription non seulement en interdisant les activités du Mouvement, en harcelant ses membres et en salissant la réputation de l'organisation, mais aussi en condamnant à de lourdes peines ceux qui ont refusé de faire leur service militaire 38/. Le conscrit David Bruce, par exemple, a été condamné à six ans de prison. Auparavant, le docteur Ivan Toms, qui, avec 23 autres Blancs, avait refusé de servir sous les drapeaux, avait été condamné à 630 jours de prison. Le plus grand défi au service militaire obligatoire jamais lancé jusqu'à présent l'a été par un groupe de 143 Blancs, dont beaucoup appartenaient à de grandes familles afrikaners. Ceux-ci ont annoncé en août qu'ils ne serviraient pas dans les SADF, en partie à cause des épreuves subies par les soldats sud-africains en Angola et en Namibie, provoquant ainsi les foudres du Ministre de la défense, le général Magnus Malan, qui a accusé la End Conscription Campaign de compromettre "la sécurité de l'Etat". Les actes de ces hommes montrent qu'un nombre croissant de Sud-Africains blancs hostiles à l'apartheid font de sérieux efforts pour établir des liens avec le mouvement d'opposition noir et promouvoir la recherche d'une solution juste et pacifique au conflit sud-africain.

D. Agression, déstabilisation et terrorisme d'Etat

53. La guerre non déclarée que mènent l'Afrique du Sud et les forces à sa solde contre ses voisins, les Etats de première ligne, s'est intensifiée l'année dernière, provoquant pratiquement la destruction du Mozambique et de l'Angola, de nombreuses pertes en vies humaines et le déplacement de plus de 2,5 millions de personnes dans des pays limitrophes de l'Afrique du Sud 39/. On estime que le coût de la déstabilisation régionale orchestrée depuis 1980 a atteint plus de 27 milliards de dollars, dont 15 milliards en 1985-1986. Le premier chiffre, qui représente environ le double du montant total de l'aide étrangère reçue par les neuf membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe au cours de la même période, est supérieur au montant du produit intérieur brut annuel de la région.

54. L'Afrique du Sud a choisi comme principales cibles de ses opérations de déstabilisation - directes ou par armées interposées - les infrastructures prioritaires dans les efforts de relèvement de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe qui s'appuient en partie sur l'aide des pays occidentaux. Le Zimbabwe, par exemple, dépense 300 000 dollars par semaine pour

entretenir la force militaire qui défend le couloir de Beira, c'est-à-dire la ligne de chemin de fer qui relie le Zimbabwe, pays sans littoral, à l'océan Indien. Grâce au port en eau profonde de Beira, les pays de la Conférence peuvent cesser de dépendre des ports et chemins de fer sud-africains. Il est surprenant de constater que les intermédiaires utilisés par le régime de Pretoria détruisent des projets exécutés par des gouvernements qui protègent l'Afrique du Sud contre l'imposition de sanctions globales obligatoires.

55. L'un des Etats les plus gravement touchés par la déstabilisation économique provoquée par Pretoria est le Mozambique. Outre les fréquents sabotages de ses infrastructures vitales par les bandits armés de la RENAMO (Resistência Nacional de Mozambique), le Mozambique doit actuellement faire face à l'expulsion de ses travailleurs migrants d'Afrique du Sud, mesure qui aura des conséquences graves sur la structure économique et sociale du pays. Un document de travail établi récemment par l'OIT appelle l'attention sur le fait que l'ordre d'expulsion menace le programme de redressement économique en cours au Mozambique. Selon ce document, l'ordre d'expulsion est susceptible d'affecter l'économie de trois façons : il aggravera le chômage rural et urbain, il compromettra le commerce rural et les transports dans les provinces méridionales et il réduira brutalement les réserves de devises indispensables pour maintenir et augmenter la capacité de production actuelle 40/.

56. Les activités terroristes des bandits de la RENAMO ont été récemment dévoilées dans un rapport commandé par le Département d'Etat des Etats-Unis, où l'on aboutit à la conclusion que les violences commises par ces bandits "sont systématiques et coordonnées et ne constituent pas une série d'incidents spontanés, isolés, provoqués par des combattants indisciplinés" 41/. Ecoles primaires, centres de santé et unités de production sont au nombre des objectifs que la RENAMO choisit de détruire. D'après les responsables des organisations de secours et les ecclésiastiques, plus de 600 000 Mozambicains se sont réfugiés au Malawi depuis septembre 1986. Si l'on tient compte de ceux qui ne se sont pas installés dans des camps, leur nombre total est probablement bien plus élevé. La malnutrition, la forte mortalité infantile, la pénurie de denrées alimentaires, le surpeuplement très important des camps et la contamination fréquente des eaux de boisson ont considérablement grevé les ressources du Malawi qui avaient été jusque-là relativement épargnées 42/.

57. En octobre 1987, l'Afrique du Sud a envoyé environ 6 000 soldats en Angola. Dans le cadre d'une structure de commandement intégrée, ses forces et celles de l'União Nacional para a Independência Total de Angola, le groupe de Jonas Savimbi, approvisionné par les Etats-Unis, ont lancé une offensive destinée à paralyser de façon irrémédiable le Gouvernement angolais. Au début de 1988, la guerre est entrée dans une impasse 43/.

58. L'escalade militaire sud-africaine ne s'est pas limitée à l'Angola et au Mozambique; il y a eu aussi des attaques de commandos en Zambie, des menaces contre le Botswana et un blocus partiel de la frontière avec ce pays, ainsi que des actes de terrorisme au Swaziland et au Zimbabwe, qui ont fait des morts, des blessés et causé des dommages matériels. Ces actes de terrorisme entraînent dans le cadre d'efforts systématiques visant à éliminer physiquement les cadres de l'ANC, non seulement dans les pays voisins mais aussi dans d'autres régions du monde.

59. Le Secrétaire général de l'ANC, Alfred Nzo, a souligné que "c'est grâce au laxisme manifesté par certains Etats à l'égard des actes d'agression du régime d'apartheid que Pretoria a pu aller en toute confiance aussi loin dans ses activités..." et lancer des attaques hors d'Afrique du Sud contre des cadres de la résistance 44/. Ainsi, Mme Dulcie September, représentante de l'ANC en France, en Suisse et au Luxembourg, a été brutalement assassinée à Paris, le 29 mars 1988. M. Godfrey Matsope, représentant de l'ANC en Belgique, a également été victime d'une tentative d'assassinat. En outre, Albie Sachs, un juriste sud-africain blanc membre de l'ANC, a perdu un bras par suite de l'explosion d'une voiture piégée devant son appartement à Maputo.

60. Les séries de pourparlers quadripartites visant à trouver une solution négociée au conflit qui fait rage en Afrique du Sud-Ouest ont été un événement important pour ce qui est de la situation dans la région. En août, les délégations de la République populaire d'Angola, de la République de Cuba, de la République d'Afrique du Sud et des Etats-Unis d'Amérique ont approuvé, entre autres dispositions, un ensemble détaillé de mesures concrètes visant à créer dans la région les conditions nécessaires à un règlement. Auparavant, elles s'étaient mises d'accord sur un document énonçant les "principes d'un règlement pacifique en Afrique du Sud-Ouest". A l'heure actuelle, les hostilités ont cessé. Il reste toutefois à résoudre des questions cruciales.

III. RELATIONS EXTERIEURES DE L'AFRIQUE DU SUD ET ACTION INTERNATIONALE CONTRE L'APARTHEID

A. Généralités

61. Bien que peu de nouvelles mesures restrictives aient été imposées à Pretoria au cours de la période considérée, les sanctions adoptées précédemment ont commencé à peser sur l'économie sud-africaine. Les sanctions commerciales et le retrait des investissements et des investissements étrangers qui sont venus s'ajouter à la réduction des prêts bancaires ont déséquilibré la balance des paiements et compromis la capacité de croissance de l'économie.

62. Au cours des 12 derniers mois, à quelques exceptions près, les pressions sur l'Afrique du Sud ont été surtout exercées par des sources non gouvernementales : banques qui estiment qu'il est risqué de prêter à l'Afrique du Sud, sociétés qui jugent peu rentable d'investir dans le pays et particuliers et organisations qui continuent de réclamer le retrait des investissements. Seuls, le Commonwealth, à l'exception du Royaume-Uni, et les Etats-Unis ont continué d'exercer une pression gouvernementale sur Pretoria, le premier en renforçant ses mesures restrictives et les seconds en ajoutant un nouveau type de sanctions aux mesures qu'ils avaient déjà prises en 1986.

63. Toutefois, en dépit des diverses mesures restrictives prises à son encontre, Pretoria a réussi à réorienter une partie de son commerce en trouvant de nouveaux débouchés et de nouvelles sources d'approvisionnement. Il est extrêmement regrettable qu'à une époque où certains grands partenaires traditionnels de Pretoria réduisent leurs relations avec celui-ci, plusieurs prétendants soient apparus sur la scène, certains d'entre eux venant d'horizons inattendus. Il semble qu'ils soient un certain nombre, d'Extrême-Orient notamment, à tenter de combler le vide créé par les mesures restrictives appliquées par plusieurs pays industrialisés. Non seulement Pretoria a réussi à trouver de nouveaux débouchés commerciaux, mais il a également tiré pleinement parti des nombreuses échappatoires existant entre les différentes mesures arrêtées unilatéralement par les pays appliquant des sanctions à l'intérieur même de ces mesures. Lesdites mesures n'étant pas coordonnées ni toujours appliquées avec la rigueur voulue et ne faisant pas l'objet d'un contrôle assez strict, leur impact est moindre que prévu.

B. Relations économiques

Principaux faits intervenus dans l'économie sud-africaine

64. Après des années de récession et de stagnation, la reprise économique s'est poursuivie en Afrique du Sud alors que se multipliaient les signes d'une stagnation à long terme de l'épargne intérieure et de l'investissement. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de 2,6 % en 1987 et de 3,9 % au premier trimestre de 1988, contre 1 % en 1986. Au deuxième trimestre, le taux de croissance corrigé des variations saisonnières s'est élevé à 1,5 % sur une base annuelle. Ces taux sont inférieurs à ceux (4 ou 5 %) qui sont considérés comme nécessaires pour enrayer le chômage fort élevé 45/.

65. L'inflation s'est ralentie, passant de 18,1 % en 1986 à 14,7 % en 1987. Le taux de change du rand a remonté en 1987, ce qui a contribué à réduire les pressions inflationnistes. Cependant, le solde des comptes courants d'Afrique du Sud, qui était positif en 1987, a été négatif au premier trimestre de 1988. En outre, les industries, qu'elles soient contrôlées par des Sud-Africains ou par des étrangers, continuent d'hésiter à effectuer des investissements importants à cause des sombres perspectives politiques 46/.

66. Les indicateurs économiques restent donc bien inférieurs à ce qu'espéraient les autorités sud-africaines. A l'heure actuelle, le rand commercial s'échange à environ 0,41 dollar et le rand financier à environ 0,27 dollar. Le cours de l'or a chuté récemment. C'est essentiellement parce que le prix de l'or n'a pas augmenté après l'effondrement de la bourse en octobre 1987 que les recettes à l'exportation ont baissé, ce qui s'est traduit par de mauvais résultats économiques.

67. Les sanctions prises contre l'Afrique du Sud ont eu des effets sur son économie; même les autorités sud-africaines l'ont reconnu. Le Ministre des finances a admis que les sanctions nuisaient à l'économie, en immobilisant des milliards de dollars dans des stocks stratégiques non productifs, ce qui retardait la croissance 47/. Des hommes d'affaires sud-africains éminents, comme le Président de la Standard Bank Investment Corporation, M. Henri de Villiers, et le Directeur général de la Trust Bank of Africa Limited, M. Chris van Wyk, ont dit la même chose. Ils estiment que l'Afrique du Sud a besoin de débouchés, de compétences, de technologies et de capitaux et que les sanctions ont eu des effets dont il faut tenir compte 48/. Par ailleurs, les porte-parole de l'industrie vinicole sud-africaine ont reconnu que les sanctions posent des problèmes à leur industrie 49/.

68. De fait, en août 1988, le Ministre des finances a annoncé toute une série de mesures économiques visant à freiner les dépenses de consommation et à réduire le niveau élevé des importations. Le régime a donc été contraint d'imposer des contrôles à l'importation afin d'éviter la crise de la balance des paiements qui paraissait imminente à la suite de la chute des chiffres relatifs aux réserves et au commerce 50/.

69. En réalité, l'Afrique du Sud s'est trouvée dans l'incapacité de recourir à l'emprunt étranger pour financer une croissance économique raisonnable et a été obligée de puiser sur son excédent commercial pour assurer le service de sa dette extérieure. L'incertitude politique a provoqué une baisse des investissements telle qu'il n'est plus possible d'assurer le renouvellement des équipements. Les politiques financières et monétaires adoptées récemment ont contribué à faire augmenter légèrement les taux de croissance économique qui ont été néanmoins insuffisants pour empêcher une nouvelle montée du chômage 51/.

Commerce avec l'Afrique du Sud

70. Les relations de l'Afrique du Sud avec ses principaux partenaires commerciaux se sont poursuivies, encore que l'ordre d'importance de ces partenaires ait été sensiblement modifié. Essentiellement en raison des politiques restrictives appliquées ces deux dernières années par les pays nordiques, les échanges avec les

pays nordiques ont pratiquement cessé et ceux avec les Etats-Unis ont considérablement diminué. D'autre part, le Japon a pris la place des Etats-Unis en tant que principal importateur et est devenu de ce fait le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud. En réalité, le Japon, l'Espagne, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, la Turquie et Taiwan ont considérablement accru leurs échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud en 1987. En pourcentage, la Suisse, l'Argentine, la Turquie, le Brésil et Taiwan ont plus que doublé leurs importations en provenance d'Afrique du Sud entre 1983-1985 et 1987 52/. Toutefois, l'Argentine a annoncé récemment qu'elle mettait fin à tous ses échanges avec l'Afrique du Sud.

71. Les données commerciales ci-après ne sont pas exhaustives car l'Afrique du Sud a cessé de publier des statistiques sur les relations commerciales qu'elle entretenait avec chaque pays. Les informations disponibles concernent donc uniquement les pays, principalement ceux de l'OCDE, qui font état de leurs échanges avec l'Afrique du Sud. La plupart des autres pays ne font pas entrer lesdits échanges - ou bien ils les sous-estiment - dans leurs statistiques nationales. Six pays de l'OCDE figurent parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud (80 % des échanges). En 1987, les exportations sud-africaines à destination du Japon s'élevaient à 2,4 milliards de dollars, celles à destination de l'Italie à 1,8 milliard, des Etats-Unis à 1,3 milliard, de la République fédérale d'Allemagne à 1,2 milliard, du Royaume-Uni à 1,1 milliard et de la France à 600 millions. Les importations japonaises ont augmenté de 44 % par rapport à la moyenne de 1983-1985 tandis que les importations américaines ont baissé de 42 % au cours de la même période.

72. Le principal produit importé d'Afrique du Sud par le Japon est le charbon, suivi de l'or non monétaire et d'autres métaux précieux. L'or représentait plus des deux tiers des importations italiennes en provenance d'Afrique du Sud; le platine près d'un tiers des importations américaines; l'or, le charbon, les fruits frais et en conserve 40 % des importations de la République fédérale d'Allemagne et les diamants, les minerais, les métaux précieux et les fruits frais constituaient le gros des importations du Royaume-Uni. La Suisse a surtout accru ses importations de diamants, l'Espagne celles de charbon et la Turquie celles de fer et d'acier.

73. Les deux tiers des exportations vers l'Afrique du Sud proviennent de la République fédérale d'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le principal exportateur vers ce pays en 1987 était la République fédérale d'Allemagne (2,5 milliards de dollars) suivie du Japon (1,9 milliard), du Royaume-Uni (1,6 milliard) et des Etats-Unis (1,2 milliard). Le Japon et la République fédérale d'Allemagne ont accru leurs exportations à destination de l'Afrique du Sud d'environ 25 % par rapport à la moyenne de 1983-1985, alors que les exportations en provenance des Etats-Unis ont baissé de 33 %. Au cours de cette période, Taiwan a doublé ses exportations à destination de l'Afrique du Sud, lesquelles ont atteint 430 millions de dollars 53/.

74. Il est toutefois signalé que le Gouvernement japonais, par le biais de directives administratives à l'intention du secteur privé, s'efforce de réduire ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud 54/. Déjà, en juin 1988, les échanges avec l'Afrique du Sud étaient, en dollars, inférieurs de 14,5 % à ceux de l'année

précédente 55/. Le tableau ci-après montre l'impact qu'ont eu sur leurs importations les sanctions adoptées ces deux ou trois dernières années par certains partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud.

Baisse des importations de certains pays en provenance
d'Afrique du Sud consécutive aux sanctions adoptées*

Valeur des importations en provenance d'Afrique du Sud

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Pays importateurs</u>	<u>1985</u>	<u>1987</u>
Etats-Unis	2 180	1 320
France	644	581
Danemark	160	6
Canada	155	106
Suède	48	20
Norvège	33	9

* Source : Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, South Africa's Relationship with the International Financial System: Report of the Inter-Governmental Group, July 1988.

Investissements et crédits

75. En 1987, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon, la France, la Suisse, les Pays-Bas et l'Autriche étaient, dans cet ordre, les pays ayant le plus grand nombre de sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud, le nombre de ces sociétés allant de 28 pour l'Autriche à 374 pour le Royaume-Uni 56/. Ce dernier était le plus gros investisseur étranger, les avoirs britanniques en Afrique du Sud représentant environ 40 % de l'ensemble des investissements étrangers 57/.

76. Le taux de désinvestissement en Afrique du Sud a continué à s'accroître pour la troisième année consécutive même si l'on a observé un certain ralentissement au cours des premiers mois de 1988. Les campagnes menées avec succès par les organisations et les actionnaires hostiles à l'apartheid, les mesures restrictives prises par les gouvernements et l'incertitude croissante concernant les perspectives économiques et politiques du pays ont amené un grand nombre de sociétés transnationales, notamment américaines, soit à se retirer soit à vendre leurs actions. Au cours des quatre dernières années, plus de 40 % des filiales de toutes les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud ont été vendues ou fermées. Ce chiffre comprend 60 % des filiales américaines et 7 % des filiales des sociétés transnationales ayant leur siège en République fédérale d'Allemagne.

77. Si le nombre des filiales étrangères et le volume des investissements étrangers directs ont baissé, les sociétés transnationales n'ont pas nécessairement rompu leurs liens avec l'économie sud-africaine. Selon la forme de désinvestissement qu'elles ont adoptée et qui reflète souvent la stratégie globale

d'une société transnationale donnée, près de la moitié des sociétés qui ont désinvesti ont conservé des liens sans participation au capital-actions - par exemple, accords de licences, de distribution, de gestion, de montage ou de franchisage.

78. D'après les données recueillies par l'Investor Responsibility Research Centre, les filiales américaines qui ont désinvesti ces deux dernières années l'ont fait de la manière suivante : 36 % des filiales ont été vendues à des sociétés sud-africaines; 23 % à des gestionnaires ou employés sud-africains; 17 % à d'autres sociétés étrangères; 11 % ont été fermées; 6 % ont vendu ou confié leurs avoirs à une sorte de société fiduciaire. Ainsi, plus de 80 % des filiales ont continué à fonctionner et plus de la moitié ont conservé des liens sans participation au capital-actions avec la société transnationale mère, se rapprochant ainsi de la méthode adoptée par le Japon au fil des ans. Malheureusement, à mesure que les sociétés étrangères réduisent leurs investissements directs en Afrique du Sud, les sociétés de Taiwan accroissent les leurs. A la fin de 1987, environ 80 usines taiwanaises avaient déjà été créées en Afrique du Sud et 20 autres étaient en cours de construction, la plupart dans les "homelands" 58/.

79. L'Afrique du Sud est lourdement tributaire des crédits commerciaux. Ses relations avec les milieux financiers internationaux restent ténues. Les crédits à long terme octroyés à l'Afrique du Sud ont pratiquement cessé, mais les crédits commerciaux à court terme augmentent. Les principales sources de ces derniers sont la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni 59/. Les Etats-Unis, le Japon et le Commonwealth (à l'exception du Royaume-Uni) ont interdit l'octroi de nouveaux prêts à l'Afrique du Sud et certains pays ont également mis fin aux garanties du crédit à l'exportation. L'Afrique du Sud a été en mesure d'attirer en quantités limitées des investissements de pays d'Extrême-Orient disposant de vastes excédents de capitaux. Cela mis à part, les perspectives à court terme ne sont guère prometteuses en ce qui concerne les emprunts à l'étranger. En 1988, des études bien documentées réalisées par le Congrès des Etats-Unis et le secrétariat du Commonwealth ont montré l'érosion de la confiance portée à l'Afrique du Sud par les milieux financiers internationaux 60/.

C. Accroissement de la puissance militaire et collaboration militaire*

80. Malgré l'embargo obligatoire sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud, le régime d'apartheid continue d'accroître sa puissance militaire et de faire le commerce d'armes. Il a augmenté de 22 % son budget de 1988-1989 pour la défense et la sécurité 61/. En 1987, il a exporté des armes vers 23 pays, à raison de 900 millions de dollars au total, si bien que les armes arrivent au troisième rang de ses produits d'exportation après l'or et le charbon 62/. Il a été dit que l'Afrique du Sud projetait de construire elle-même ses sous-marins 63/. L'Afrique du Sud aurait aussi eu recours à des ingénieurs étrangers pour perfectionner d'autres Mirage afin de les transformer en Cheetah 64/.

* Etant donné l'importance des relations qu'entretiennent l'Afrique du Sud et Israël sur le plan militaire, on trouvera à l'annexe I un rapport qui leur est consacré.

81. En février, on a signalé que des avions de reconnaissance autrichiens figuraient au nombre des équipements militaires "récemment" achetés par l'Afrique du Sud 65/. Selon certaines informations, des armes ont été transportées par avion d'Autriche en Afrique du Sud en novembre 1987, plusieurs lots d'armes étant passés en douane à l'aéroport Graz Thalerhof et acheminés jusqu'à Johannesburg par la compagnie israélienne El Al 66/.

82. En mars, l'Afrique du Sud a participé à une exposition d'armes au Chili. Le Président du Comité spécial a publié une déclaration exprimant sa préoccupation à ce sujet. Il avait aussi été surpris d'apprendre que deux navires de guerre sud-africains avaient été invités à se rendre officiellement dans des ports chiliens (voir. ci-après par. 151) 67/.

83. En juillet 1988, les médias ont signalé une violation de l'embargo sur les armes, l'Afrique du Sud ayant commandé à la République fédérale d'Allemagne trois plates-formes à usage mixte, dotées de capteurs multiples et hautement perfectionnés. Ce système, mis au point par British Aerospace (Royaume-Uni) et Messerschmidt (République fédérale d'Allemagne), est déjà utilisé par le Ministère de la défense du Royaume-Uni pour suivre les engins volant très rapidement. Selon la description, il s'agit d'un système de suivi électro-optique pour les essais d'armes, mais l'Afrique du Sud l'a commandé officiellement pour suivre les satellites météorologiques. Les deux gouvernements auraient octroyé la licence d'exportation, l'Afrique du Sud ayant donné l'assurance que ces plates-formes seraient utilisées pour les satellites. Apparemment, une plate-forme avait déjà été livrée à l'Afrique du Sud lorsque la question a été portée à l'attention du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (voir par. 152) 68/.

84. En ce qui concerne les microfilms contenant les plans du sous-marin U-209 qui auraient été livrés à l'Afrique du Sud - comme indiqué dans le précédent rapport annuel du Comité spécial - l'enquête fiscale menée en République fédérale d'Allemagne a été abandonnée, les autorités ayant conclu que les plans n'étaient pas assez détaillés pour permettre de construire le sous-marin. Il convient de noter cependant qu'aucun représentant du ministère public n'a été chargé d'enquêter sur cette affaire; le fisc semble s'être intéressé aux violations éventuelles des lois relatives à l'exportation et il n'a pas eu accès à tous les documents. Une commission parlementaire (du Bundestag) vérifie toutefois ces accusations (voir par. 147) 69/.

85. Il y a eu d'autres articles sur des cas de collaboration entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire. Ainsi, le gouvernement local de la Basse-Saxe, en République fédérale d'Allemagne, aurait déclaré qu'il n'était pas exclu que de l'hexafluorure d'uranium sud-africain soit stocké au Advanced Nuclear Fuels GmbH à Lingen 70/. Selon d'autres articles, les filiales sud-africaines de BMW et de Volkswagen contribuent à la fabrication de véhicules blindés et la filiale de l'entreprise Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft (AEG) fabrique du matériel électronique militaire 71/.

86. En août, l'Afrique du Sud a contacté l'Agence internationale de l'énergie atomique en vue d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de soumettre ses installations nucléaires à une inspection internationale, sous

réserve d'être autorisée à acheter ou vendre des combustibles et de la technologie nucléaires. En contrepartie, elle s'engagerait à ne pas produire d'armes nucléaires 72/.

D. Action internationale contre l'Afrique du Sud

Sanctions

87. Peu de nouvelles mesures importantes ont été prises contre l'Afrique du Sud au cours de la période considérée. En décembre 1987, le Gouvernement des Etats-Unis a supprimé les allègements fiscaux dans le cas des sociétés américaines qui opèrent en Afrique du Sud, ce qui pourrait faire passer les charges fiscales pesant sur ces sociétés de 57,5 % à 72 % 73/. Au moment de l'élaboration du présent rapport, des mesures visant à restreindre davantage les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud avaient été adoptées par la Chambre des représentants et étaient examinées par le Sénat.

88. le 10 mai 1988, le Parlement islandais a promulgué une loi interdisant tout commerce avec l'Afrique du Sud ou la Namibie. Cependant, pour des raisons humanitaires, le Ministre islandais des affaires étrangères peut accorder des dérogations aux dispositions interdisant l'exportation de produits islandais vers l'Afrique du Sud. Les infractions aux dispositions juridiques peuvent faire l'objet de poursuites pénales. Les contrevenants doivent être réprimés. La nouvelle mesure adoptée par l'Islande le 29 mai 1988 était conforme au boycottage commercial de l'Afrique du Sud et de la Namibie, appliqué par les autres pays nordiques, et une loi a été adoptée en ce sens en mars 1988 après l'adoption du Programme révisé de lutte contre l'apartheid par les pays nordiques. Cette révision faisait suite au boycottage commercial de l'Afrique du Sud et de la Namibie appliqué par les pays nordiques. Depuis le 1er janvier 1988, les pays nordiques appliquent tout un train de mesures qui visent à contrecarrer l'apartheid et à réduire la dépendance des Etats de première ligne et des pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe à l'égard de l'Afrique du Sud, ainsi qu'à promouvoir le développement économique dans la région 74/.

89. La réunion au sommet du Commonwealth, qui s'est tenue à Vancouver (Canada) en octobre 1987, a adopté la Déclaration et le Programme d'action d'Okanagan sur l'Afrique australe. A l'exception du Royaume-Uni, les membres ont souligné que la communauté internationale devait élargir et intensifier les sanctions économiques et élaborer un programme global de sanctions plus concentré, en coordonnant l'application des mesures arrêtées par chacun des membres. Ce sommet a mis en place un Comité des ministres des affaires étrangères qui se réunirait périodiquement et qui stimulerait et orienterait l'action à entreprendre pour atteindre les objectifs. Le Comité a fait faire des études sur le commerce de l'Afrique du Sud et ses relations avec le système financier international. Il a également décidé d'élaborer une stratégie détaillée en vue de lutter contre la censure de la presse et la propagande en Afrique du Sud. Lors de sa première réunion à Lusaka, en janvier 1988, il a appelé à un renforcement des sanctions contre l'Afrique du Sud. Il a également suggéré que l'embargo obligatoire sur les armes, décrété par l'Organisation des Nations Unies, soit renforcé et que l'on s'attaque aux liens financiers entre l'Afrique du Sud et le reste du monde 75/.

90. Lors d'une réunion tenue à Toronto au mois d'août, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth a proposé une interdiction globale des crédits commerciaux à l'Afrique du Sud, le renforcement de la pression exercée sur l'Afrique du Sud par le biais de sa dette extérieure et l'octroi d'une aide aux groupes anti-apartheid. Ces propositions devraient être examinées en 1989 par la Conférence du Commonwealth. Les Ministres de l'Australie, du Canada, du Guyana, de l'Inde, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe ont décidé de faire campagne en vue d'obtenir une interdiction internationale, notamment du charbon sud-africain. Ils se sont engagés à procéder à des contrôles douaniers plus stricts et à approfondir leurs enquêtes en cas de non-respect des sanctions. Ils demanderaient également aux institutions financières de leur pays de ne pas accroître le financement commercial de l'Afrique du Sud. Le Comité a noté que les sanctions commerciales ont un effet perceptible sur l'Afrique du Sud et que les sanctions auront un plus gros impact encore si elles sont prises par un plus grand nombre de pays et si leur application s'intensifie et se resserre. Il a également conclu qu'une interdiction globale des crédits commerciaux aurait un impact très sérieux sur les comptes extérieurs de l'Afrique du Sud 76/.

91. Lors de la séance du 3 mars 1988, le Conseil de sécurité n'a pu adopter un projet de résolution qui aurait imposé à l'Afrique du Sud certaines sanctions obligatoires, fortement inspirées de celles adoptées par la Communauté économique européenne (CEE). Le Royaume-Uni et les Etats-Unis y ont en effet opposé leur veto.

Portée et degré d'application des sanctions

92. Dans la pratique, l'application de mesures restrictives est souvent moins efficace que prévu par ceux qui les ont imposées. D'une part, la portée en est souvent diluée, d'autre part, il est fréquent que les autorités chargées de l'application ne soient pas très au courant des questions de politique étrangère. Dans le cas des mesures décidées par des organisations internationales, l'existence d'une étape supplémentaire pour la mise en oeuvre pratique, que constitue l'application à l'échelon national d'une décision internationale, peut contribuer à réduire encore l'efficacité de ces mesures.

93. L'embargo pétrolier décrété par la CEE à l'encontre de l'Afrique du Sud constitue un très bon exemple. A l'origine, la décision du Conseil des ministres de la CEE avait exclu les produits raffinés de l'embargo. Etant donné que l'Europe raffine plus qu'elle ne produit de pétrole, il aurait été plus logique de faire l'inverse. Puisqu'il n'y a que deux exportateurs de pétrole au sein de la CEE, dont l'un - le Royaume-Uni - n'exporte pas de pétrole vers des pays n'appartenant pas à l'Agence internationale de l'énergie, la mesure ne concernait au départ que les Pays-Bas, petit producteur. La définition de la portée de l'embargo était laissée à la discrétion de chaque gouvernement. Ultérieurement, il a été décidé d'étendre l'embargo au pétrole qui avait été importé dans la Communauté et le Gouvernement néerlandais a alors décidé qu'il n'appliquerait pas l'embargo au pétrole stocké dans des entrepôts de douane, laissant ainsi à l'Afrique du Sud la possibilité de s'approvisionner sur le marché libre de Rotterdam. Par la suite, lorsqu'on a décidé d'inclure les produits pétroliers dans l'embargo, une

échappatoire avait été laissée parce que cette interdiction ne frappait pas les produits pétroliers dilués avec certains produits chimiques. L'Afrique du Sud peut donc continuer d'acheter des produits pétroliers sous cette forme, puis en ôter les diluants.

94. De la même façon, l'application de l'embargo sur les livraisons d'armes souffre du fait que le choix des produits visés est laissé à la discrétion de chaque gouvernement. Etant donné qu'il existe une multitude d'articles à usage mixte, couramment utilisés à la fois à des fins militaires et civiles, certains gouvernements continuent de les exporter vers l'Afrique du Sud. Ces pratiques sont d'autant moins excusables si l'on considère qu'un grand nombre de ces gouvernements appliquent des définitions rigoureuses en matière d'armement lorsqu'il s'agit d'appliquer l'embargo sur les armes du COCOM à l'encontre de pays socialistes ou d'autres pays. Les gouvernements des pays occidentaux n'ont toujours pas accepté d'utiliser la liste d'articles dite "Liste du COCOM" comme directive pour appliquer l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, malgré une recommandation du Parlement européen dans ce sens.

95. Le soin d'appliquer les mesures est souvent laissé à des ministères de type opérationnel, en particulier à ceux du commerce et des finances, dont les fonctionnaires comprennent moins bien le caractère politique des sanctions et entretiennent de meilleures relations avec le milieu des affaires - qu'ils comprennent mieux - dont les activités sont affectées par les sanctions.

96. L'application peut être diluée, non seulement du fait qu'elle est confiée à des ministères "opérationnels", mais aussi parce qu'un grand nombre d'autorités différentes en sont chargées. Ainsi, l'application du Comprehensive Anti-Apartheid Act (loi générale anti-apartheid) de 1986 aux Etats-Unis d'Amérique a été confiée par le décret 12571 à pas moins de 10 services ou organismes différents, les ministères du commerce et du trésor, secteurs gouvernementaux peu favorables aux sanctions, assumant l'essentiel des responsabilités à cet égard.

97. Etant donné que les sanctions sont souvent assimilées à de simples règlements douaniers, leurs violations sont souvent considérées comme des infractions mineures sans victimes. Dans certains pays, les contrevenants ne peuvent être poursuivis qu'en vertu des textes législatifs moins stricts relatifs aux violations des règlements douaniers. Les contrevenants invoquent souvent pour leur défense l'absence de dommage ou de victime; cependant, cela ne réussit pas toujours, ainsi, faisant preuve d'une grande finesse politique aussi rare que louable, le tribunal de Düsseldorf (République fédérale d'Allemagne) a, par la décision qu'il a rendue le 27 mai 1986 dans l'affaire "Rheinmetall", estimé que l'embarras diplomatique qu'avait causé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne l'exportation illégale d'armes vers l'Afrique du Sud constituait une circonstance aggravante à l'encontre des défenseurs.

98. L'application des mesures adoptées unilatéralement par chacun des pays à l'encontre de l'Afrique du Sud doit être renforcée par une action internationale concertée. Les Etats devraient mieux coordonner et normaliser les mesures qu'ils adoptent. L'application des mesures serait également renforcée si les Etats adoptaient des mesures législatives en vue de cette application au lieu de publier

des déclarations de principe n'ayant aucun caractère coercitif. Dans la plupart des cas, la législation n'a pas une large portée juridictionnelle extérieure et ne s'applique pas aux ressortissants vivant à l'étranger ni même aux filiales étrangères. La définition des mesures n'est pas suffisamment détaillée pour ne laisser aucune faille.

99. La plupart des mesures économiques contre l'Afrique du Sud portent sur le commerce des produits de base. Quelques pays (les pays nordiques et les Etats-Unis) ont adopté des mesures relatives aux services fournis à l'Afrique du Sud, en ce qui concerne par exemple les ressortissants de pays étrangers incorporés dans les forces armées sud-africaines. De plus, la communauté internationale doit traiter les problèmes que posent le recours à des pays tiers pour ne pas appliquer les sanctions et l'exploitation des possibilités commerciales offertes par l'imposition des sanctions.

100. Le Swaziland est l'un de ces pays tiers : de nombreuses petites entreprises y ont été créées par l'Afrique du Sud pour pouvoir remplacer les étiquettes sud-africaines par d'autres portant la mention "Made in Swaziland". Les faux "certificats d'origine" qui accompagnent les produits permettent à l'Afrique du Sud, en dépit des sanctions, d'exporter des vêtements vers les Etats-Unis, des avocats vers le Moyen-Orient, des pommes vers l'Europe et du vin vers le Canada 77/. D'après des sources dans l'industrie textile, de telles opérations de changement d'étiquettes sont effectuées également au Lesotho et à Maurice. Il semblerait aussi qu'un bureau secret du Ministère sud-africain des affaires étrangères coordonne les efforts visant à utiliser les pays voisins pour tourner les sanctions 78/.

101. Selon le General Accounting Office des Etats-Unis, les douanes américaines enquêtaient en avril sur 41 cas d'importations frauduleuses d'acier, de produits textiles ou agricoles sud-africains, ainsi que d'exportations d'armes, de munitions et d'avions vers l'Afrique du Sud 79/.

102. Le Parlement européen a adopté en octobre 1987 une résolution appelant à un contrôle plus efficace des activités visant à contourner les mesures économiques restrictives imposées par la CEE contre l'Afrique du Sud 80/.

Désinvestissement

103. Il y a eu en 1987 un nombre record d'opérations de désinvestissement de sociétés et une tendance croissante à vendre les actions détenues dans des sociétés travaillant avec l'Afrique du Sud 81/.

104. Entre 1984 et juillet 1988, au total 339 sociétés de 15 pays ont retiré leurs investissements d'Afrique du Sud. Environ 50 % des retraits ont été le fait de sociétés américaines et 29 % de sociétés britanniques, et ce grâce essentiellement à de vigoureuses campagnes nationales contre l'apartheid 82/.

105. Cependant, un nombre croissant de sociétés se retirant d'Afrique du Sud adoptent, dans leurs relations économiques avec ce pays, ce qu'on appelle le "modèle japonais" et qui se caractérise, non plus par une participation aux actions, mais par la conclusion d'accords, de licence, de distribution, de

franchisage, de gestion et d'exploitation de marque. Selon la Confédération internationale des syndicats libres, seule une poignée de sociétés multinationales ont vraiment quitté entièrement l'Afrique du Sud. La plupart se sont "retirées" sans véritablement partir. Elles ont vendu leurs filiales aux gestionnaires locaux, signant des accords de licence pour s'assurer un apport continu de ressources 83/. Par exemple, sur les 96 sociétés américaines qui se sont retirées d'Afrique du Sud en 1986 et 1987, 45 au total ont continué de maintenir des liens avec ce pays par le biais d'accords de licence et de distribution qui font que leurs produits sont encore disponibles pour les consommateurs sud-africains 84/. L'analyse montre toutefois que sur les sociétés étrangères qui désinvestissent, beaucoup ont des liens moins directs avec des filiales en Afrique du Sud 85/.

Autres mesures prises par des gouvernements et organisations

106. De nombreux gouvernements et organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont lancé un appel à la clémence en faveur des "Six de Sharpeville" qui avaient été condamnés à mort pour "appartenance à un groupe séditieux". Ils ont également dénoncé les mesures d'interdiction imposées à 17 organisations et 18 personnes et exigé que ces mesures soient rapportées. Ils ont, par ailleurs, demandé la libération de Nelson Mandela, de Zephania Mothopeng et des autres prisonniers politiques en Afrique du Sud.

107. L'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, réunie à Addis-Abeba le 25 mai 1988, date marquant le vingt-cinquième anniversaire de l'OUA, a adopté une déclaration dans laquelle elle a réaffirmé sa détermination à éliminer toute forme de colonialisme et de discrimination raciale du continent africain. L'Assemblée s'est déclarée déterminée à accélérer l'accession de la Namibie à l'indépendance et à assurer le démantèlement du régime d'apartheid en Afrique du Sud. L'Assemblée, réaffirmant sa volonté d'accroître son aide financière, matérielle et militaire aux mouvements de libération nationale, s'est engagée à tout mettre en oeuvre pour assurer l'imposition de sanctions globales et obligatoires et a exhorté la communauté internationale à prendre de telles mesures contre le régime d'apartheid.

108. Lors d'une réunion à Luanda en novembre 1987, les dirigeants de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe ont appelé à une action internationale contre l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud. Ils ont condamné la guerre menée contre l'Angola par l'Afrique du Sud et demandé à l'OUA d'aider l'Angola à repousser les forces sud-africaines hors de son territoire 86/.

109. En mars 1988, la CEE a demandé au régime de Pretoria de retirer le projet de loi qu'il avait soumis au Parlement pour restreindre le financement étranger de groupes extra-parlementaires en Afrique du Sud. La Communauté avait l'intention de continuer à fournir une aide aux groupes anti-apartheid. A la suite de cette demande et autres questions de cet ordre, le Parlement sud-africain a classé le projet de loi en juin dernier 87/.

110. En novembre 1987, des groupes anti-apartheid ont organisé une semaine d'action internationale contre la société Shell en Australie, au Canada, au Danemark, aux Etats-Unis, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède. Aux Etats-Unis, ils ont également lancé une campagne contre la Mobil Oil Corporation 88/.

111. Avant cela, le 28 septembre 1987, l'American Committee of Africa et le Fonds de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid (Fonds AFRICA) ont organisé aux Etats-Unis une campagne intitulée "Unlock Apartheid's Jails" (Ouvrez les prisons de l'apartheid). Des clefs symboliques ont à cet effet été rassemblées et déposées à l'entrée du consulat général d'Afrique du Sud à New York en octobre et de l'ambassade d'Afrique du Sud à Washington, en décembre. La campagne a été lancée par le célèbre comédien Bill Cosby et par le Président du Comité spécial à une conférence de presse à New York. Les maires de huit grandes villes se sont joints à Bill Cosby, Président de la campagne, et lui ont remis "les clefs de la ville" pour symboliser l'attachement de leur ville à la libération des prisonniers de l'apartheid. Recevant les maires au Siège de l'ONU, le Secrétaire général a souligné l'importance de la campagne et les a remerciés de leur initiative.

112. En février, le Comité anti-apartheid japonais a lancé une campagne nationale de boycottage des produits sud-africains 89/. Le même mois, des groupes anti-apartheid de 10 pays de la CEE ont tenu à Bonn une conférence au cours de laquelle ils se sont engagés à redoubler d'efforts pour obtenir que des sanctions globales et obligatoires soient imposées à l'Afrique du Sud et à encourager les peuples à adopter des sanctions contre toutes les formes de collaboration avec ce pays. Ils ont convenu d'organiser des campagnes concertées, en vue, notamment, d'interdire l'importation de charbon sud-africain ainsi que l'exportation d'ordinateurs et de matériel électronique vers l'Afrique du Sud. Ils ont également convenu de chercher à faire fermer la représentation diplomatique d'Afrique du Sud auprès de la Commission européenne.

113. Un projet conjoint du programme de lutte contre l'apartheid du Conseil oecuménique des Eglises et du groupe End All Loans to South Africa, dont le siège est à Londres - l'International Campaign Against Banking on apartheid (Campagne internationale contre les relations bancaires avec l'apartheid) - a intensifié sa campagne contre les crédits et les prêts commerciaux à l'Afrique du Sud et les importations d'or de ce pays 90/. En juin, d'importantes organisations anti-apartheid d'Europe occidentale ainsi que l'ANC, la South West Africa People's Organization (SWAPO), des groupes confessionnels et des particuliers ont créé à Londres la World Gold Commission afin de bloquer les ventes d'or sud-africain 91/.

Boycottage sportif et culturel

114. Le boycottage sportif et culturel de l'Afrique du Sud fait partie intégrante de l'action concertée menée par la communauté internationale pour mettre fin à l'apartheid. D'importantes activités ont eu lieu à l'ONU et dans divers pays, à l'initiative d'organisations non gouvernementales et de particuliers.

115. La cinquième liste des gens du spectacle, auteurs et autres artistes s'étant produits en Afrique du Sud a été publiée le 9 août 1988 par le Comité spécial. Cette liste contient les noms des artistes et gens du spectacle qui se sont produits en Afrique du Sud entre janvier 1981 et mars 1988. Elle contient

également la liste des personnes dont les noms ont été rayés depuis la publication de la quatrième liste en avril 1987. Plusieurs gens du spectacle et artistes de renommée internationale du petit groupe encore réfractaire se sont engagés à s'abstenir de toute activité culturelle en Afrique du Sud sous le régime d'apartheid, et leur nom a donc été rayé de la liste. Ce sont notamment Paul Anka, Shirley Bassey, Cher, Rita Coolidge, Eartha Kitt et Frank Sinatra (voir par. 164).

116. En novembre 1987, cinq cinéastes américains - Woody Allen, Jonathan Demme, Spike Lee, Martin Scorsesse et Senon Seidelman - ont, au nom de 100 cinéastes membres de l'organisation Film-Makers United against apartheid, qui a son siège aux Etats-Unis, envoyé une lettre au Président des Etats-Unis pour lui demander de soutenir pleinement le boycottage culturel de l'Afrique du Sud parrainé par l'Organisation des Nations Unies et d'adopter des sanctions économiques plus vigoureuses contre l'Afrique du Sud.

117. Une conférence s'est tenue à Amsterdam en décembre 1987 pour discuter du boycottage culturel de l'Afrique du Sud et de divers aspects des activités culturelles en Afrique du Sud. Les participants à cette manifestation - Culture in Another South Africa (CASA) Conference - organisée par la CASA Foundation et le mouvement anti-apartheid des Pays-Bas, en collaboration avec la municipalité d'Amsterdam et divers particuliers et organisations non gouvernementales, ont réaffirmé la politique de l'ONU sur la question et examiné des questions connexes, d'ordre technique et politique.

118. En juin dernier, le mouvement anti-apartheid britannique a organisé au stade de Wembley à Londres un concert de rock de 11 heures à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela. De nombreuses vedettes en provenance du monde entier se sont produites à ce concert qui a été suivi par plus d'un milliard de téléspectateurs dans 60 pays. Le concert a intensifié l'appui à la lutte contre l'apartheid et à la libération de M. Mandela, qui est emprisonné depuis 25 ans 92/.

119. En ce qui concerne le boycottage sportif de l'Afrique du Sud, un fait nouveau important dans la lutte contre l'apartheid dans les sports a été l'entrée en vigueur de la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, le 3 avril 1988. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Convention avait été ratifiée par 32 Etats et signée par 45 autres. Cette convention devrait jouer un rôle décisif dans l'isolement total du régime d'apartheid dans le domaine des sports.

120. Le 14 avril 1988, la liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud a été publiée. Cette liste a été bien reçue par les gouvernements et les groupes anti-apartheid et les médias en ont beaucoup parlé. De ce fait, un nombre croissant de demandes de radiation de la liste ont été reçues (voir par. 159).

121. Auparavant, en novembre 1987, s'était tenue à Harare (Zimbabwe), la Conférence internationale contre l'apartheid dans les sports. Elle était soutenue par le Comité spécial et parrainée par le South African Non-Racial Olympic Committee (SANROC) et des organisations sportives africaines. Y ont participé de nombreux gouvernements, le Comité international olympique (CIO), des organisations sportives

du monde entier et de nombreux groupes anti-apartheid. Les participants à la Conférence ont défini des stratégies en vue d'isoler davantage le régime d'apartheid dans le domaine du sport international (voir par. 157).

122. Le 25 janvier, le Président de la Fédération internationale de tennis a annoncé que les joueurs ne seraient plus tenus de jouer en Afrique du Sud. Le CIO s'était inquiété de la possibilité que les Africains boycottent les jeux Olympiques d'été de 1988 à Séoul en raison de l'organisation d'un championnat annuel de tennis à Johannesburg 93/. Par la suite, le CIO a convoqué en juin une réunion spéciale sur l'esprit olympique et l'apartheid. Il a publié une déclaration dénonçant l'apartheid et priant toutes les organisations sportives internationales de rompre leurs derniers liens avec l'Afrique du Sud. Il a également annoncé qu'il mettrait en place une commission de coordination chargée d'étudier et de suivre toutes les questions relatives à l'apartheid dans les sports (voir par. 161) 94/.

123. Malgré les progrès réalisés dans l'isolement du régime d'apartheid dans le domaine des sports, le régime raciste réussit encore à attirer certains sportifs grâce à des incitations financières et autres. Nombreux sont ceux qui, attirés ainsi par le régime de l'apartheid, ont par la suite regretté leur décision et décidé de ne plus collaborer avec le régime d'apartheid dans le domaine des sports. Il convient que la communauté internationale prenne d'autres mesures de manière concertée afin de renforcer et de consolider les progrès déjà réalisés dans ce domaine.

IV. RECAPITULATION DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL

124. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a continué à surveiller la mise en oeuvre des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant l'apartheid et encourager la Campagne internationale contre l'apartheid. Choisisant des activités ayant le plus de chances d'influencer la prise de décisions, le Comité spécial a donné une nouvelle impulsion à la mobilisation des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de l'opinion publique. Il a ainsi organisé et parrainé des séminaires et réunions de parlementaires, de journalistes et d'éminentes personnalités du monde de la culture, des spectacles et des sports. En apportant un soin particulier au choix des participants capables d'influencer les gouvernements et l'opinion publique, le Comité spécial a cherché à créer un effet multiplicateur dans ses campagnes contre l'apartheid. Outre l'organisation et le parrainage de conférences, réunions et missions, le Comité spécial a apporté son concours à un certain nombre d'activités menées par les mouvements anti-apartheid, conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale. Il a également publié des déclarations et lancé des appels sur des questions relatives à l'Afrique du Sud et renforcé ses contacts avec des opposants à l'apartheid, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

A. Résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session au titre du point intitulé "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain"

125. A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale a examiné ce point au cours de sept séances plénières, entre le 16 et le 20 novembre 1987. Le 20 novembre, elle a adopté les huit résolutions suivantes concernant divers aspects de l'apartheid et fondées pour l'essentiel sur les recommandations du Comité spécial : "Solidarité internationale avec la lutte de libération en Afrique du Sud" (résolution 42/23 A); "Application de mesures coordonnées et strictement contrôlées contre l'Afrique du Sud" (42/23 B); "Sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud" (42/23 C); "Relations entre Israël et l'Afrique du Sud" (42/23 D); "Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid" (42/23 E); "Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud" (42/23 F); "Action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid" (42/23 G); "Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud" (42/23 H).

126. Avec l'appui du Groupe des Etats d'Afrique, le Comité spécial avait commencé à rationaliser les projets de résolution présentés à l'Assemblée générale. Les nouvelles présentation et formulation, caractérisées par leur brièveté et leur précision, ont été, d'une manière générale, bien accueillies par les Etats Membres de toutes les régions, comme il ressort des explications de vote et des résultats des votes eux-mêmes. Il y a également eu des réactions positives dans la presse et de la part des organisations non gouvernementales. Presque toutes les résolutions ont recueilli un plus grand nombre de voix; les changements de vote ont été particulièrement prononcés chez les membres du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. Comme ces dernières années, la résolution 42/23 H a de nouveau été adoptée sans être mise aux voix.

B. Déclarations faites à des réunions du Conseil de sécurité

127. Le 30 octobre 1987, le Président par intérim du Comité spécial a fait une déclaration au Conseil de sécurité lors de l'examen de la situation en Namibie (voir S/PV.2759). Il a déploré les nouvelles tentatives faites par le régime raciste d'Afrique du Sud pour écraser les forces de libération en Namibie et renforcer encore l'application de la politique d'apartheid dans ce territoire. Compte tenu des atrocités de plus en plus graves perpétrées par les forces sud-africaines contre le peuple namibien et la SWAPO, il a invité la communauté internationale à renforcer son engagement et sa solidarité envers les mouvements de libération nationale et souligné que le moyen pacifique le plus approprié et le plus efficace pour obliger l'Afrique du Sud à mettre fin à l'apartheid et à son occupation illégale de la Namibie serait l'adoption de sanctions globales et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Au nom du Comité spécial, le Président par intérim a souscrit à la proposition du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie tendant à ce que le Conseil de sécurité prenne des dispositions en vue d'un cessez-le-feu et de la mise en place du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie (GANUPT), conformément à la résolution 435 (1978).

128. Le 23 novembre 1987, le Président par intérim du Comité spécial a participé aux débats du Conseil de sécurité relatifs à une lettre de l'Angola se plaignant de l'agression de l'Afrique du Sud (voir S/PV.2764). Il a redit que, pour le Comité spécial, l'agression du régime raciste contre l'Angola constituait une grave menace pour la paix et la sécurité en Afrique australe. Au nom du Comité spécial, il a demandé que les forces sud-africaines se retirent immédiatement d'Angola et que des compensations soient arrêtées pour dédommager ce pays des dommages subis.

129. Le 3 mars 1988, le Président du Comité spécial a pris la parole devant le Conseil de sécurité lors de l'examen de la question de l'Afrique du Sud (voir S/PV.2793). Déclarant que la situation en Afrique du Sud continuait de se détériorer et qu'elle était parvenue à un stade où la population opprimée d'Afrique du Sud se voyait refuser ses droits les plus élémentaires - droit de protester pacifiquement contre l'apartheid et droit d'exercer sa liberté d'expression - il a condamné les mesures d'interdiction imposées aux organisations et particuliers le 24 février 1988, qui fermaient pratiquement tous les moyens de chercher à instaurer un changement pacifique en Afrique du Sud. Au nom du Comité spécial, le Président a demandé au Conseil de sécurité d'adopter d'urgence des sanctions globales et obligatoires, le seul moyen face au défi constant de Pretoria vis-à-vis des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, y compris la résolution 569 (1985), qui demandait la libération immédiate et inconditionnelle de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers et détenus politiques, l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une société libre, unie et démocratique fondée sur le suffrage universel.

C. Activités du Comité spécial contre la politique et les pratiques du régime d'apartheid

130. Le Comité spécial a à maintes reprises attiré l'attention de la communauté internationale sur la politique et les mesures répressives et terroristes du régime d'apartheid. Le Président s'est entretenu en diverses occasions avec de hauts

fonctionnaires d'un certain nombre de pays et d'autres personnes intéressées et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle intensifie la Campagne internationale contre l'apartheid, appuie la lutte des peuples sud-africain et namibien dirigée par les mouvements de libération nationale et vienne en aide aux Etats de première ligne qui ont été victimes des actes d'agression et de déstabilisation de Pretoria (voir annexe III au présent rapport).

Campagne contre la répression

131. Le Comité spécial a poursuivi ses efforts visant à diffuser des informations et à condamner la politique répressive du régime et ses attaques contre les opposants à l'apartheid.

132. Le 2 mai 1988, le Rapporteur du Comité spécial a publié un rapport intitulé "Apartheid on the attack: recent developments". Le rapport, qui portait sur la période allant de septembre 1987 à avril 1988 a mis en évidence l'escalade de la répression exercée contre les particuliers et les organisations de masse ainsi que des actes de terrorisme commis à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud, ainsi que dans des capitales de pays d'Europe occidentale. Il a noté que, malgré l'intensification de la double stratégie du régime visant à réprimer et à annihiler ses opposants tout en cherchant à coopter des secteurs de la population noire, la résistance à l'apartheid persistait, se regroupait et revêtait diverses formes politiques. L'alliance entre les travailleurs noirs syndiqués et les jeunes était en train de devenir un élément important de la résistance à l'apartheid.

133. Le 10 juin, à la suite de la reconduction pour une année supplémentaire de la législation instituant l'état d'urgence, le Président par intérim du Comité spécial a publié une déclaration dans laquelle il condamnait le maintien de l'état d'urgence et invitait instamment la communauté internationale à réagir efficacement par l'imposition immédiate de sanctions.

134. Le Comité spécial a appelé à maintes reprises l'attention de la communauté internationale sur le fait que le régime d'apartheid continuait à appliquer arbitrairement la peine de mort et à procéder à des exécutions dans le cadre d'une campagne de persécution et de brutalité destinée à écraser et à annihiler la lutte de libération. Il a lancé un appel pour que des dispositions soient prises immédiatement en vue d'empêcher l'exécution de Mlungisi Lumphondo. Il a condamné l'exécution de Michael Lucas et d'autres détenus et invité la communauté internationale à empêcher l'exécution de quatre membres de l'Addo Youth Congress qui ont été condamnés à mort en janvier 1987. Le Comité spécial s'est déclaré vivement préoccupé et a cherché à empêcher l'exécution des "Six de Sharpeville". Les 7 décembre 1987 et 15 mars 1988, le Président a instamment prié les gouvernements et peuples du monde entier d'intervenir et d'empêcher l'assassinat des six jeunes Sud-Africains qui ont été reconnus coupables et condamnés à mort pour "appartenance à un groupe séditieux". Le Président a dénoncé le concept barbare de la responsabilité collective, banni des normes juridiques nationales et internationales. La communauté internationale a été invitée à n'épargner aucun effort pour que les "Six de Sharpeville" aient la vie sauve.

135. Lors de la séance solennelle de célébration de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre 1987), des invités spéciaux venus d'Afrique du Sud, notamment des anciens prisonniers politiques, ont évoqué de manière émouvante les traitements qui leur avaient été infligés et fait part de leur expérience personnelle face au régime répressif d'apartheid (voir annexe IV au présent rapport). Le Comité spécial a adopté à l'unanimité un appel dans lequel il invitait instamment tous les gouvernements à axer leurs efforts sur les requêtes exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et de toutes les autres personnes emprisonnées en vertu de la législation instituant l'état d'urgence; à ne pas exécuter les 30 jeunes patriotes condamnés à mort et à accorder le statut de prisonnier de guerre aux combattants de la liberté capturés. Le 22 octobre 1987 et les 11 et 12 juillet 1988, le Président a publié des déclarations dans lesquelles il faisait part des vives préoccupations qu'inspiraient au Comité spécial la poursuite des détentions arbitraires, des détentions sans jugement et l'interdiction de divulguer des informations au sujet des personnes détenues ou portées disparues. Les éditeurs, les journalistes, les dirigeants d'organisations de masse, les avocats et d'autres groupes professionnels étaient victimes d'une nouvelle vague de répression. Le Comité spécial a, en particulier, appelé l'attention de la communauté internationale sur le fait que le rédacteur d'un journal anti-apartheid, New Nation, Zwelakhe Sisulu, était incarcéré depuis décembre 1986 sans avoir été jugé.

136. Le 8 janvier 1988, le Président a dénoncé, dans une déclaration, les mises en garde adressées par le régime raciste à cinq journaux anti-apartheid et condamné les tentatives faites pour restreindre et censurer "l'autre" presse. Une nouvelle mesure visant à museler les adversaires de l'apartheid et à empêcher l'opinion publique mondiale de connaître la vérité sur la terreur imposée par le régime a été la menace de fermeture adressée aux journaux ci-après : Sowetan, New Nation, Weekly Mail, South et Work in Progress. Le 23 mars, le Président a dénoncé, dans une autre déclaration, la fermeture du journal The New Nation.

137. Le 25 février 1988, le Président du Comité spécial s'est déclaré consterné par les nouvelles mesures prises par le régime d'apartheid interdisant à 17 associations pour la défense des droits de l'homme et des droits politiques et civiques et autres organisations de masse, dont le COSATU, ainsi qu'à 18 particuliers d'exercer des fonctions autres que de pure forme; ces mesures représentaient, a-t-il déclaré, une nouvelle intensification de la guerre menée par le régime contre toute évolution pacifique en Afrique du Sud. En limitant l'action du COSATU à des activités strictement syndicales, en interdisant à la Fédération syndicale de lancer des appels en vue de l'imposition de sanctions ou de la libération de détenus et en imposant d'autres restrictions, les autorités racistes ont foulé aux pieds les derniers vestiges de la liberté d'association.

138. Le 12 mai 1988, le Président a adressé un message de sympathie à la réunion du COSATU convoquée à la suite de l'imposition de l'état d'urgence et des restrictions qui le frappaient, en particulier par suite de l'introduction d'un projet de loi restrictif, le Labour Amendment Bill. En juin, le Président a publié une déclaration dans laquelle il condamnait et invitait la communauté internationale à dénoncer les mesures d'intimidation prises par le patronat en vue d'empêcher la

participation des travailleurs à une manifestation pacifique que le COSATU et les syndicats affiliés prévoyaient d'organiser du 6 au 8 juin. Le Comité spécial a estimé que les mesures du patronat constituaient une violation flagrante des règles internationalement reconnues régissant les relations entre le patronat et les travailleurs et a incité la communauté internationale à mobiliser l'appui nécessaire en vue d'imposer des sanctions coordonnées et dûment contrôlées à l'encontre de l'Afrique du Sud.

139. En d'autres occasions, notamment pour le dixième anniversaire de la mort de Steven Biko et à l'occasion de la libération de Govan Mbeki, le Comité spécial a appelé l'attention de la communauté internationale sur la situation en Afrique du Sud. De même, lors de la commémoration, le 26 février 1988, du dixième anniversaire de la mort de Mangaliso Robert Sobukwe, fondateur du PAC, de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 1988) et de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte de l'Afrique du Sud (16 juin 1988), l'attitude intransigeante de Pretoria, lourde de menaces pour la paix, a été portée à l'attention de la communauté internationale (voir annexe V au présent rapport).

140. Le soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela a fourni une occasion exceptionnelle d'appeler l'attention de la communauté internationale sur le fait qu'il se trouve toujours en détention. Le 12 avril, le Président a invité les Etats Membres à commémorer cette importante occasion. De nombreux Etats ont organisé diverses manifestations. Le 18 juillet, le Comité spécial a rendu hommage à Nelson Mandela en tenant une séance spéciale pour marquer son soixante-dixième anniversaire et a organisé une exposition qui était aussi consacrée à d'autres prisonniers politiques détenus en Afrique du Sud. Les participants à la séance spéciale ont demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus se trouvant dans les prisons du régime d'apartheid.

141. Le Comité spécial s'est également préoccupé de la situation des femmes et des enfants vivant sous le régime d'apartheid. Ses représentants ont participé activement à la Conférence internationale sur les enfants, la répression et la législation dans le cadre du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, qui a eu lieu à Harare du 24 au 27 septembre 1987.

142. En traitant plus particulièrement de la situation dans les prisons du régime d'apartheid, le Comité spécial a déclaré que l'emprisonnement de femmes et d'enfants et ses conséquences sur leur état de santé physique et mentale lui inspiraient une grande répugnance. Malgré leurs épreuves, les femmes et les enfants jouaient un rôle de plus en plus grand dans la lutte pour la libération, comme l'a de nouveau affirmé le Comité spécial lors d'une séance spéciale tenue à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (9 août 1988).

Campagne contre les actes d'agression et de déstabilisation

143. Le Président du Comité spécial a déclaré, le 19 novembre 1987, que le déploiement accru des forces armées sud-africaines en Angola constituait pour le Comité une nouvelle preuve du mépris du régime pour l'opinion publique mondiale et

de sa détermination à intensifier ses attaques contre l'Angola et à appuyer les renégats de l'UNITA. En d'autres occasions, par exemple lors de la quarante-neuvième session ordinaire du Comité de libération de l'OUA, tenue à Arusha (Tanzanie) du 18 au 20 février 1988, et des auditions publiques sur la situation en Namibie tenues à Washington, D. C., du 2 au 4 mai 1988, le Président a dénoncé l'occupation illégale continue de la Namibie et condamné l'utilisation du Territoire par l'Afrique du Sud comme tremplin des actes d'agression qu'elle continuait de commettre contre les Etats de première ligne ainsi qu'en violant de manière flagrante la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Etats de première ligne, en particulier l'Angola, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe.

144. Le 29 mars 1988, le Comité spécial a publié une déclaration dans laquelle il déplorait vivement l'assassinat de Dulcie September, chef de la mission de l'ANC à Paris. En condamnant cet acte de terrorisme, il a prié les gouvernements des pays occidentaux de prendre immédiatement des dispositions pour assurer la sécurité et la protection des représentants dans ces pays des mouvements de libération nationale et d'empêcher la répétition d'actes aussi lâches. En réponse à cette déclaration, le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies a assuré le Comité, dans une lettre adressée à son président, que le Gouvernement français était déterminé à arrêter et à punir les auteurs de ce crime et à ne ménager aucun effort pour empêcher la répétition d'un tel acte. Le 8 avril, le Comité spécial a vigoureusement dénoncé la tentative d'assassinat dont Albie Sachs, activiste de l'ANC, a été l'objet à Maputo. Le Président a invité la communauté internationale à répondre à cet acte de terrorisme d'Etat visant un mouvement de libération nationale en prenant des mesures immédiates et décisives pour empêcher le régime sud-africain de commettre des actes de violence et des assassinats dans d'autres pays.

145. En mars 1988, le Président du Comité spécial a fait une déclaration à la Conférence sur l'avenir de l'Afrique du Sud et le rôle de l'Europe organisée par l'Association des parlementaires d'Europe occidentale en faveur d'une action contre l'apartheid à Lusaka (Zambie) dans laquelle il a notamment proposé qu'un programme d'urgence pour la fourniture d'une aide bilatérale et multilatérale concertée aux Etats de première ligne soit mis sur pied pour pallier les effets de la déstabilisation économique auxquels ces Etats étaient soumis de la part de l'Afrique du Sud et les aider à être moins dépendants de l'infrastructure sud-africaine. A cet égard, le Président a souligné l'importance du rôle de l'AFRICA Fund qui fournit un appui permettant d'aider les mouvements de libération nationale et les Etats de première ligne à faire face aux pressions politiques et économiques qu'exerce le régime d'apartheid. Le 27 juillet, à la veille d'une réunion de responsables du Fonds à Lima du 2 au 5 août 1988, le Président a participé à une conférence de presse et témoigné ainsi des liens de coopération étroits existant entre le Comité spécial et le Fonds et sa détermination à appuyer les objectifs de cet organisme.

Action contre la collaboration avec l'Afrique du Sud

146. Le Comité spécial a poursuivi ses efforts en vue de persuader les gouvernements de limiter leurs relations économiques et autres avec l'Afrique du Sud et s'est entretenu avec les représentants de certains d'entre eux de la

question des actes de collaboration dont la presse avait fait état; il a aussi exprimé sa gratitude à ceux qui avaient pris des mesures pour mettre fin à de tels actes.

Campagne contre la collaboration militaire

147. Durant la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale à la fin de l'examen du point 33 relatif à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain, le 20 novembre 1987, le Président du Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud s'est référé à la question de la vente à l'Afrique du Sud par une entreprise de la République fédérale d'Allemagne des plans d'un sous-marin et a déploré que les enquêtes n'aient pas encore été menées à bonne fin 95/. Le 15 janvier 1988, le Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne a fait savoir au Président que les enquêtes en question étaient terminées (voir plus haut par. 84).

148. Le Comité spécial a suivi les enquêtes effectuées par le Gouvernement autrichien et le Président a correspondu avec le Représentant permanent de ce pays au sujet d'un projet d'implantation au Ciskei (Afrique du Sud) d'une usine de fabrication de petits avions du type UB-23 adaptés aux opérations policières et militaires par la société MB Aircraft Industries AG 96/.

149. Le 15 janvier 1988, le Président par intérim du Comité spécial, dans une lettre adressée à l'Observateur permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, a appelé l'attention sur la participation d'une équipe de 28 membres de la South African Defense Force (SADF) au défilé suisse annuel, les 9 et 10 mai 1986. Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale qui prient tous les Etats de mettre fin à leur collaboration dans le domaine militaire, notamment aux échanges de visites militaires avec l'Afrique du Sud, le Président par intérim a invité le Gouvernement suisse à se conformer à ces dispositions.

150. A la suite d'une déclaration faite par le Président de la South African Arms Production Corporation (ARMSCOR) touchant l'exportation d'armes vers Sri Lanka, le Président du Comité spécial a adressé une lettre, le 23 février 1988, au Représentant permanent de Sri Lanka et a demandé qu'une enquête soit effectuée. Il a également demandé de faire effectuer une enquête sur la vente à Sri Lanka de véhicules blindés fabriqués en Afrique du Sud, vente au sujet de laquelle le Comité spécial avait déjà demandé des informations dans une lettre du 24 avril 1986, adressée par son président par intérim, et demeurée sans réponse.

151. Le 4 mars 1988, dans une lettre adressée au Représentant permanent du Chili et dans une déclaration rendue publique, le Président a déclaré que le Comité spécial était très préoccupé d'apprendre que l'Afrique du Sud avait été invitée à participer à une exposition d'armes organisée à Santiago (Chili) dans le cadre de la Feria Internacional del Aire 88 (FIDA) et que deux navires de la marine sud-africaine avaient été invités à faire escale dans des ports chiliens. Le Gouvernement chilien a été instamment prié d'annuler l'invitation adressée à

l'Afrique du Sud à participer à cette manifestation, ainsi que la visite de ces navires (voir par. 82). Lors d'un séminaire tenu à Lima en mars 1988, le Président a déploré que la participation de l'Afrique du Sud à ce Salon de l'aéronautique et la visite de ces navires soient maintenues. Le Gouvernement chilien a fait savoir au Président qu'il coopérerait à la réalisation des objectifs du Comité spécial et que ses organismes compétents recevraient des ordres en ce sens pour l'organisation future de manifestations de ce genre 97/.

152. Le 17 juin 1988, le Président par intérim a adressé des lettres aux Représentants permanents de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies, demandant que leurs gouvernements respectifs enquêtent au sujet de la fourniture de plates-formes à capteurs multiples à l'Afrique du Sud par les sociétés British Aerospace et Messerschmitt-Bölkow-Blohm. Ce matériel, fabriqué selon les spécifications de la SADF, devait permettre le repérage de chars, de missiles, de grenades et d'autres munitions et servir pour la préparation d'opérations militaires. Les deux gouvernements ont été priés d'informer le Comité spécial des résultats de leurs enquêtes (voir par. 83).

Campagne contre la collaboration économique

153. Le 26 août 1987, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur le fait que plusieurs compagnies aériennes d'Europe occidentale (Lufthansa, British Airways et UTA) avaient fait des encarts publicitaires dans la presse sud-africaine pour des liaisons spéciales avec des villes des Etats-Unis, alors que ce pays a interdit les liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud. Des lettres ont été adressées aux Représentants permanents des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne et de la France.

154. Le 27 octobre 1987, le Président du Comité spécial, dans une lettre adressée au Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'est référé à un article paru dans le New York Times du 21 octobre 1987 concernant certains faits nouveaux dans les relations entre son pays et l'Afrique du Sud étant donné que ceux-ci semblaient aller à l'encontre des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale demandant qu'il soit mis fin à toute collaboration avec l'Afrique du Sud. Le Président a demandé des précisions à cet égard. Le 6 juin 1988, le Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation des Nations Unies a envoyé une réponse au Président, niant toute collaboration officielle ou officieuse avec l'Afrique du Sud.

155. Dans une déclaration publiée le 5 février 1988, le Président a fait savoir que l'augmentation du volume des échanges entre le Japon et l'Afrique du Sud, dont la valeur était évaluée pour 1987 à plus de 4 milliards de dollars des Etats-Unis, soit 14 % d'augmentation par rapport à 1986, préoccupait le Comité spécial. Le Japon était devenu le premier partenaire commercial du régime d'apartheid. Cette situation était non seulement contraire aux résolutions de l'ONU condamnant la collaboration avec l'Afrique du Sud, mais aussi à l'esprit des mesures prises par le Japon à l'encontre du régime d'apartheid. Le Comité spécial a enjoint le Japon de prendre d'urgence de nouvelles mesures pour mettre fin aux liens commerciaux avec l'Afrique du Sud et de s'associer aux efforts déployés par la communauté internationale en vue d'éliminer l'apartheid.

156. Dans une lettre datée du 16 mars 1988 adressée au Représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Président a demandé qu'une enquête soit effectuée au sujet d'une nouvelle société, les Moulins de la Concorde, qui aurait été créée par des Mauriciens et des Sud-Africains blancs, et que des renseignements lui soient communiqués à ce sujet. Il a déclaré qu'il souhaitait vivement que le Gouvernement mauricien mette fin à toute collaboration avec l'Afrique du Sud, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.

Campagne contre les contacts sportifs avec l'Afrique du Sud

157. Le Comité spécial a prêté un soutien actif à la Conférence internationale contre l'apartheid dans les sports organisée par le South African Non-Racial Olympic Committee (SAN-ROC) à Harare, du 5 au 7 novembre 1987 (voir par. 121).

158. A l'occasion de l'entrée en vigueur, le 3 avril 1988, de la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, le Président du Comité spécial a instamment invité les Etats qui avaient signé la Convention à accélérer les procédures en vue d'y devenir parties et les autres Etats à y adhérer. Le 21 avril 1988, le Représentant permanent adjoint des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'ONU a fait savoir par lettre que son pays n'était pas en mesure d'adhérer à la Convention.

159. Conformément à une décision prise en 1980, le Comité spécial publie une liste des contacts sportifs avec l'Afrique du Sud. La dernière en date contient des renseignements portant sur la période du 1er janvier au 31 décembre 1987 et, comme les précédentes, énumère les sportifs, classés par pays, qui ont participé à des manifestations sportives en Afrique du Sud; les noms de ceux qui se sont engagés à ne plus participer à des manifestations sportives dans ce pays ont été retirés. On mentionnera notamment des sportifs célèbres comme Mary Lou Retton, Frank "Fuzzy" Loeller, Jr. et Timothy S. Mayotte. Pour la première fois, une conférence de presse a été donnée à l'occasion de la publication de la liste (14 avril). De ce fait, celle-ci a été abondamment commentée dans la presse (voir aussi par. 120).

160. Le 24 juin 1988, le Président par intérim a adressé une lettre au Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies pour appeler son attention sur le fait que le boxeur sud-africain Welcome Ncita avait été invité à disputer un match à Caracas. Il a demandé que des mesures soient prises d'urgence pour empêcher que ce match ait lieu ainsi que tout contact sportif avec l'Afrique du Sud. Aucune réponse n'a été reçue à ce jour.

161. Le 20 juin 1988, le Président a adressé un message au Président du Comité olympique international (COI), Juan Antonio Samaranch, pour le féliciter de l'initiative qu'il a prise d'organiser une réunion sur le mouvement olympique et l'apartheid et des efforts déployés par le COI pour isoler le régime d'apartheid dans le domaine des sports. Sur la demande du Président du SAN-ROC, la déclaration du COI condamnant l'apartheid a été publiée comme document du Comité spécial (voir par. 122).

162. Le 30 juin 1988, le Comité spécial a tenu une séance en l'honneur du Président du Conseil mondial de la boxe, M. José Sulaiman, pour sa contribution aux efforts déployés par l'ONU pour isoler le régime d'apartheid et rendre hommage aux

boxeurs et aux directeurs sportifs pour leur contribution personnelle et collective à cet égard. M. Leonard, parlant au nom des boxeurs présents à la séance, a réaffirmé qu'il n'avait pas l'intention de disputer des matchs en Afrique du Sud tant que le régime d'apartheid n'aurait pas été aboli. Au nombre des boxeurs présents se trouvaient Muhammad Ali, Joe Frazier, Gerry Cooney, Don Lalonde, Roberto Durán et Azumah Nelson (voir annexe III au présent rapport).

Campagne contre la collaboration culturelle

163. Le Comité spécial a donné un nouvel élan à la politique visant à isoler l'Afrique du Sud dans le domaine culturel. Il a mis au point des directives touchant l'application du boycottage des échanges culturels avec ce pays. En coopération avec le Ministère de la culture de la Grèce et l'Association hellénique pour les Nations Unies, le Comité a organisé, avec le concours de nombreuses personnalités éminentes du monde culturel, un colloque sur l'action culturelle contre l'apartheid. Les participants, réunis à Athènes du 2 au 4 septembre 1988, ont adopté un appel, un message et une déclaration comprenant plusieurs recommandations relatives à l'action future (voir annexe IV au présent rapport).

164. Le Comité spécial poursuit la publication du registre des gens du spectacle, des comédiens et des autres artistes qui se sont produits en Afrique du Sud sous le régime d'apartheid. Ce registre a été régulièrement mis à jour depuis qu'il a été publié pour la première fois en octobre 1983; il est révisé chaque semestre. Les noms des artistes qui s'engagent à ne plus se produire en Afrique du Sud sont retirés (voir par. 115).

165. Pendant la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, le Comité spécial a organisé une exposition de trois semaines intitulée "L'art contre l'apartheid" qui comprenait les oeuvres de 40 peintres et sculpteurs internationaux de renom et illustre l'engagement de ces artistes dans la lutte contre l'apartheid. Les oeuvres faisant l'objet de l'exposition montée par l'Association des artistes du monde entier contre l'apartheid seront offertes au premier gouvernement libre et démocratique sud-africain élu au suffrage universel. En attendant, la garde de ces oeuvres sera assurée par l'Association, au nom de la Fondation culturelle contre l'apartheid, qui a été créée par le Comité spécial.

166. A l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, une cérémonie a eu lieu le 11 octobre 1987 pour marquer la publication d'un livre rendant hommage à Nelson Mandela. Vingt-trois écrivains éminents du monde entier ont participé à la rédaction de l'ouvrage intitulé "Pour Nelson Mandela", qui a été coparrainé par le Comité spécial et la maison d'édition Seaver Books/Henry Holt and Company, Inc.

167. Le Comité spécial a parrainé des manifestations culturelles organisées dans divers pays. Il a apporté sa contribution et participé à la Conférence internationale sur la culture dans une autre Afrique du Sud, tenue à Amsterdam, organisée par la CASA-Foundation, en coopération avec le mouvement anti-apartheid des Pays-Bas. La Conférence a permis un échange de vues approfondi sur les divers aspects de la culture actuelle et future de l'Afrique du Sud. Le Comité a également parrainé une manifestation contre l'apartheid organisée en Italie en

juin 1988. Il a participé activement à la production d'un programme de télévision par Globalvision Inc., de New York, diffusé une fois par semaine sous le titre "South Africa Now", et il était représenté au concert international de rock pour Mandela donné à Wembley, près de Londres.

168. Dans une déclaration publiée le 30 juin 1988, le Président du Comité spécial s'est félicité de la décision prise par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne d'interdire la participation de six scientifiques sud-africains à une conférence internationale sur les phénomènes de combustion et de détonation organisée par l'Institut Franhofer de technologie chimique à Carlsruhe (voir annexe III).

D. Promotion d'une action contre l'apartheid à l'échelle mondiale

169. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a organisé un certain nombre de réunions, conférences et séminaires, mentionnés ci-après, en vue de mobiliser une campagne contre le régime d'apartheid ou y a participé (voir aussi l'annexe IV au présent rapport).

Audition d'étudiants sur la situation en Afrique du Sud

170. Le 11 septembre 1987, en coopération avec l'American Committee on Africa de New York, le Comité spécial a entendu des responsables d'organisations étudiantes afin de passer en revue la grave situation qui prévaut en Afrique du Sud et l'action menée contre l'apartheid par les étudiants aux Etats-Unis. Vingt et un représentants ont répondu aux questions des membres du Comité spécial. A ce sujet, le Président a, en février 1988, envoyé aux organisations étudiantes anti-apartheid américaines une lettre dans laquelle il les encourageait à poursuivre leurs activités sur les campus universitaires, auprès du public et des municipalités ainsi que dans d'autres contextes, car elles avaient renforcé le mouvement visant à isoler l'Afrique du Sud sur le plan international.

Séminaire sur le rôle des médias d'Amérique latine et des Caraïbes dans la Campagne internationale contre l'apartheid

171. Le Séminaire sur le rôle des médias d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé par le Comité spécial en coopération avec le Gouvernement péruvien, s'est tenu à Lima (Pérou) du 7 au 9 mars 1988. A la clôture des travaux, les participants - des journalistes, des rédacteurs en chef, des représentants des médias, des écrivains et des spécialistes de 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes - ont adopté un appel et deux résolutions (voir annexe IV au présent rapport).

Tenue de séances spéciales pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire du Comité

172. Le 6 mai 1988, le Comité a tenu deux séances spéciales pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de sa 1re séance (1963). Le Président a déclaré que cette occasion ne méritait guère d'être célébrée, mais incitait plutôt à méditer sur l'impuissance de la communauté internationale à éliminer l'apartheid. Il a enjoint tous les peuples concernés et épris de paix à s'associer aux efforts

décisifs en vue de trouver de nouveaux moyens d'intensifier la lutte contre l'apartheid à l'échelle mondiale. Il a souligné que la solution ultime du conflit était certes entre les mains du peuple sud-africain mais qu'il incombait à la communauté internationale de l'aider efficacement. Le Président du PAC, M. Johnson Mlambo et des invités spéciaux, qui avaient joué un rôle important dans les activités du Comité spécial au cours de ses 25 années d'existence, ont fait des déclarations. Un film produit spécialement pour cette occasion par le Secrétariat de l'ONU a été projeté. Le Président de l'Alliance réformée mondiale, le Rév. Allan Boesak et le primat de l'Eglise anglicane d'Afrique du Sud, l'archevêque Desmond Tutu, étaient au nombre des orateurs.

Appui aux activités anti-apartheid: participation à des réunions et à des missions

173. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a parrainé des conférences et séminaires ou y a participé. Il a prêté son concours à 25 organisations non gouvernementales et groupes anti-apartheid internationaux et nationaux, soutenant leurs campagnes ou projets en vue de mobiliser l'opinion publique en faveur de la solidarité avec la lutte du peuple sud-africain. A cet égard, le Comité a contribué activement aux travaux d'une conférence sur l'imposition de sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud tenue à la Howard University, à Washington, D. C., le 31 octobre 1987, à laquelle ont participé d'importants activistes anti-apartheid venus des Etats-Unis et d'Afrique du Sud même. Trois mois plus tard, les 1er et 2 février 1988, le Président a réitéré la position du Comité spécial au sujet des sanctions lors d'une réunion du Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth consacrée à l'Afrique australe, tenue à Lusaka.

174. Le Comité spécial a activement soutenu la Conférence internationale intitulée "Peoples of the World Against Apartheid for a Democratic South Africa" organisée par l'ANC et tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 1er au 4 décembre 1987. Plus de 500 personnes venues du monde entier ont participé à cette conférence qui faisait partie des activités commémoratives du soixante-quinzième anniversaire de l'ANC.

175. Le 4 décembre 1987, dans un message adressé à la réunion au sommet de la Communauté européenne, tenue à Copenhague (Danemark), le Président a lancé un appel spécial aux chefs d'Etat et de gouvernement de ses pays membres pour qu'ils accordent d'urgence une attention particulière à la situation en Afrique du Sud qui ne cessait de se dégrader. Le sommet constituait une occasion unique pour adopter d'autres sanctions collectives contre le régime sud-africain. Le Président a notamment plaidé en faveur du renforcement des législations nationales concernant les sanctions pour éviter toute échappatoire susceptible de permettre à Pretoria d'acquérir du matériel d'importance cruciale pour la poursuite de la répression par les forces armées et la police. Il a également appelé l'attention sur cette question à la veille de la réunion des représentants des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) avec les ministres des affaires étrangères de la CEE tenue le 26 avril 1988. Le Président a cerné neuf secteurs dans lesquels les deux groupes de pays pourraient coopérer à la lutte contre l'apartheid.

176. Le Président a félicité les organisations ou groupes anti-apartheid et les personnalités qui luttent contre l'apartheid pour l'appui franc et résolu qu'ils ont apporté à la Campagne internationale contre l'apartheid. Le 1er octobre 1988, il a adressé au maire de La Haye et à la ville tout entière, un message de félicitations pour avoir proclamé La Haye "Ville anti-apartheid". Le 17 février 1988, le Président par intérim a envoyé à M. Charles D. Rangel, membre du Congrès des Etats-Unis, une lettre dans laquelle il le félicitait de l'initiative qu'il avait prise d'élaborer et de faire adopter, le 22 décembre 1987, un amendement au projet de loi visant à réduire le déficit qui empêchait les sociétés américaines opérant en Afrique du Sud de bénéficier d'un crédit d'impôt. Le 31 mars et le 5 avril, des lettres de félicitations ont également été adressées à M. Elie Wiesel pour avoir annulé ses conférences à la Northern Michigan University et à M. James M. Leas pour son article paru dans le New York Times du 4 avril 1988, dans lequel il soutenait la campagne de désinvestissement et l'isolement total du régime d'apartheid.

177. En octobre et novembre 1987, le Président a adressé des lettres de félicitations et de soutien aux organisateurs de mouvements anti-apartheid nationaux en Espagne et aux Philippines, dont l'action contribuera à intensifier la Campagne internationale contre l'apartheid. A deux reprises, en octobre 1987, il a envoyé des télex dans lesquels il enjoignait des personnes ou des groupes d'annuler des décisions ou des dispositions qui étaient contraires aux résolutions de l'ONU sur l'apartheid. A cet égard, le Président a demandé aux présidents de la Young Presidents Organization de New Haven et de New York, M. Joel Schiavone et Mlle Jody Grant, de renoncer à se rendre en Afrique du Sud. Il les a priés instamment d'apporter leur soutien à la Campagne internationale contre l'apartheid et leur a proposé de s'entretenir avec eux du choix d'une autre destination pour leur tournée africaine. D'autre part, le Président de la chaîne 5 Metromedia, de New York, M. John Klug, et le Directeur général de la chaîne 50 de Southfield (Michigan), M. George Williams, ont été priés de revenir sur leur décision de faire diffuser en novembre 1987, la série Shaka Zulu, production de la South African Broadcasting Corporation au service de la propagande du régime d'apartheid. Ils ont été invités à annuler la diffusion de ce film par solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud.

Missions du Président du Comité spécial

178. Au cours de la période considérée, le Président s'est rendu dans un certain nombre de pays et s'est entretenu avec de hauts fonctionnaires. En mai 1988, il s'est rendu au Botswana et a eu des consultations avec des responsables du Gouvernement, ainsi qu'au Lesotho où il s'est longuement entretenu avec le chef de l'Etat et le Ministre des affaires étrangères. Du 15 au 17 mai 1988, il a séjourné au Zimbabwe et a eu des consultations avec le Président du Sénat et des représentants du Ministère des affaires étrangères et des parlementaires. Il s'est ensuite rendu au Royaume-Uni où il a conféré avec les dirigeants du mouvement anti-apartheid et des parlementaires britanniques. Il a assisté au concert "Freedom-Fest" donné au stade de Wembley (Royaume-Uni) à l'occasion de la campagne "Nelson Mandela: Freedom at 70".

179. Le Président a également séjourné du 1er au 12 août 1988 en Hongrie, en République démocratique allemande, en République socialiste soviétique d'Ukraine et en Union soviétique. Il s'est longuement entretenu avec des hauts fonctionnaires, des parlementaires et des dirigeants de comités de solidarité non gouvernementaux. Il a accordé des interviews et donné des conférences de presse aux agences nationales d'information.

E. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies
et avec d'autres organisations

180. Le Comité spécial a maintenu une coopération étroite avec d'autres organes des Nations Unies qui s'intéressent à l'Afrique australe. Il a continué de coopérer avec le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. La création d'un groupe de travail chargé de préparer et d'organiser une audition en 1989 sur l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud fait partie des activités de coopération entre les deux organes. Ceux-ci échangent également des informations appropriées et leurs présidents se consultent fréquemment. Un rapport a été publié sur les entretiens qu'ont eus le Président du Conseil économique et social et le Président du Comité spécial 98/. Le Comité spécial a également continué de coopérer avec l'OIT et a pris part aux travaux de la Conférence tripartite de l'OIT sur l'apartheid qui s'est tenue à Harare du 3 au 6 mai 1988 ainsi qu'à ceux de son comité sur l'apartheid au cours de la soixante-quatorzième session de la Conférence internationale du travail à Genève en juin 1988.

181. Le Comité spécial a également coopéré avec la Commission des droits de l'homme, en particulier avec son Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, et a renforcé sa coopération avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, notamment la Division pour la promotion de la femme.

182. L'Organisation de l'unité africaine a été invitée à assister en tant qu'observateur aux réunions du Comité spécial, et ses représentants ont pris la parole à plusieurs réunions et conférences du Comité. De même, le Comité spécial a été invité à toutes les réunions de l'OUA, y compris celles de son Comité de libération. Des représentants du Comité spécial ont participé à toutes ces réunions et y ont pris la parole. Le Comité a également continué à coopérer étroitement avec le Mouvement des pays non alignés, avec les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales, non gouvernementales et anti-apartheid, et il a envoyé des représentants assister et prendre la parole à des conférences, réunions et manifestations qu'ils organisaient. Du 7 au 10 septembre 1988, le Président du Comité spécial a participé à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Nicosie. La Déclaration finale adoptée par la Conférence demandait la convocation en 1989 d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences meurtrières en Afrique australe 99/. Cet appel a été appuyé par la quatre-vingtième Conférence interparlementaire tenue à Sofia du 19 au 24 septembre 1988, et à laquelle le Président du Comité spécial a participé 100/. Le Comité spécial se félicite également de la décision adoptée à cette occasion par le Conseil de l'Union interparlementaire et concernant l'organisation en 1989 d'une conférence interparlementaire contre l'apartheid.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

183. Au cours de l'année écoulée, le régime raciste de Pretoria a intensifié la répression en Afrique du Sud pour essayer de briser toute forme d'opposition dans le pays et d'imposer sa volonté politique. Parallèlement, et pour diverses raisons, le régime d'apartheid participe depuis peu aux efforts diplomatiques en vue d'un règlement du conflit en Afrique australe.

184. Le rétablissement de l'état d'urgence et la série de mesures de répression prises contre les organisations anti-apartheid et les médias sud-africains et étrangers donnent à penser que le régime ne peut promouvoir ses objectifs qu'en recourant de façon aveugle à la force et au terrorisme d'Etat. Ces mesures de répression sont destinées à étouffer l'opposition au régime, à ses "réformes" et aux élections prévues pour octobre 1988.

185. Le plan constitutionnel de Pretoria exclut les Noirs de toute participation parlementaire et limite leur participation aux conseils des homelands et des townships. La réaction à cette exclusion a alimenté la violence qui secoue l'Afrique du Sud depuis 1984. Les "réformes" proposées par le régime semblent conduire à un partage du pouvoir, mais cela n'est qu'une apparence. La principale proposition du projet de réforme concerne la constitution d'un conseil national, qui s'appellera bientôt le "Great Indaba", mais celui-ci n'aura qu'un rôle consultatif. Le projet, entre autres, perpétue la fragmentation de la population et limite le pouvoir des Noirs à la gestion de leurs "propres affaires", laissant aux Blancs le soin de prendre les décisions en ce qui concerne les problèmes de politique nationale les plus importants pour la population. Tant que l'état d'urgence sera en vigueur, les prisonniers et les détenus politiques resteront en prison, les organisations politiques et anti-apartheid continueront d'être interdites, les perspectives de trouver une solution pacifique au conflit en Afrique du Sud demeureront incertaines et le pays s'enfoncera de plus en plus dans la violence.

186. Les négociations qui ont eu lieu récemment en Afrique australe suscitent quelques espoirs touchant la fin de la guerre en Angola et l'accession de la Namibie à l'indépendance. Il n'en reste pas moins que le conflit en Afrique australe est essentiellement dû au maintien de l'apartheid, et que tant que ce système n'aura pas disparu, la paix dans la région sera constamment menacée.

187. L'apartheid est non seulement maintenu de façon agressive, mais devient également l'objet d'efforts fallacieux pour essayer de le masquer derrière des "réformes". La tâche de la communauté internationale demeure donc toujours aussi importante et il continue d'être essentiel d'imposer des sanctions contre le régime. A cet égard, les sanctions imposées par plusieurs pays ont sensiblement contribué aux efforts communs de la communauté internationale et ont eu des répercussions considérables sur l'économie sud-africaine, même si leur application a parfois été hésitante et, dans l'ensemble, non coordonnée. En partie du fait de ces sanctions, l'économie sud-africaine ne se développe que lentement. Les effets conjugués des désinvestissements, de l'impossibilité d'obtenir des crédits à long terme et du petit nombre de nouveaux investissements commencent à se faire sentir et montrent la vulnérabilité de l'économie sud-africaine aux sanctions.

188. Dans ce contexte, il faut se féliciter des nouvelles mesures adoptées ou envisagées par le Congrès des Etats-Unis et le Commonwealth contre l'Afrique du Sud. Les échanges commerciaux de l'Afrique du Sud avec les pays nordiques ont pratiquement cessé et ceux avec les Etats-Unis ont diminué à la suite des mesures prises ces dernières années.

189. Il est regrettable toutefois qu'au moment où certains pays limitent progressivement leurs relations économiques avec l'Afrique du Sud, d'autres se chargent de combler le vide ainsi créé au mépris des résolutions adoptées par l'ONU qui demandent l'isolement complet du régime. De récentes études font apparaître une tendance inquiétante, à savoir que les partenaires traditionnels de l'Afrique du Sud sont remplacés par de nouveaux partenaires. Par exemple, la valeur des échanges de l'Afrique du Sud avec le Japon, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Turquie était en 1987 en très forte hausse par rapport à la période 1983-1985. Le Japon, qui a pris la place des Etats-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, a augmenté de 40 % ses importations en provenance d'Afrique du Sud, la Suisse, quant à elle, a triplé le volume de ses importations de marchandises sud-africaines au cours de la même période. L'un des principaux bénéficiaires des restrictions commerciales imposées contre l'Afrique du Sud a été Taïwan qui a accru de 150 % ses importations en provenance d'Afrique du Sud en 1987 par rapport à la moyenne pour 1983-1985 et a également investi dans les homelands. Israël pour sa part a accru ses importations de fer et d'acier ainsi que de produits qui ne sont classés dans aucune catégorie définie des statistiques commerciales israéliennes. La République fédérale d'Allemagne est devenue le principal exportateur vers l'Afrique du Sud, suivie par le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Il est inquiétant que certains des principaux pays industrialisés entretiennent toujours des relations commerciales et militaires importantes avec l'Afrique du Sud et continuent d'y effectuer des investissements appréciables. Il est également inquiétant que certains nouveaux pays industriels, notamment en Extrême-Orient, cherchent à profiter de la situation et à occuper la place laissée par les pays qui ont entendu l'appel de la communauté internationale et ont adopté des sanctions pour isoler l'Afrique du Sud. Il est plus inquiétant encore que certains faits, qui ne concernent certes qu'un petit nombre de pays africains, donnent à penser que la vigilance n'est pas aussi étroite qu'elle le devrait, ce qui permet à Pretoria de tourner les sanctions.

190. Les événements récents en Afrique du Sud ont montré une fois de plus que le régime ne peut résoudre par la violence le conflit à l'intérieur du pays. En dépit de ses attaques incessantes sur tous les fronts, l'opposition se regroupe et mène des actions allant de la lutte armée à la grève et au boycottage. C'est pourquoi il est essentiel que la communauté internationale exerce de nouvelles pressions économiques et politiques pour pousser le régime à modifier fondamentalement son système politique, c'est-à-dire à éliminer l'apartheid. Il ne fait guère de doute que les sanctions économiques peuvent avoir de graves répercussions sur l'économie sud-africaine; elles agissent comme catalyseur sur la communauté commerciale nationale et internationale car elles frappent les secteurs qui exercent une influence sur le processus de prise de décisions politiques dans le pays. De même, d'autres efforts visant à isoler l'Afrique du Sud, par exemple dans les domaines sportif et culturel, peuvent également exercer des pressions sur la minorité blanche au pouvoir et devraient donc être intensifiés.

191. C'est pourquoi le Comité spécial considère qu'à moins de sanctions globales et obligatoires, les sanctions les plus efficaces seraient celles qui frapperaient les secteurs clefs de l'économie, et notamment l'interdiction d'importer du charbon et des produits agricoles, de fournir des prêts et des crédits, et de procéder à des transferts de technologie, et l'interdiction des vols directs en provenance ou à destination de l'Afrique du Sud. Un embargo obligatoire sur le pétrole reste l'un des moyens de pression les plus puissants. Le contrôle efficace de l'embargo sur les armes est également extrêmement important dans le cadre de la Campagne internationale contre l'apartheid. La CEE et le Japon, qui sont à l'heure actuelle nettement en retard par rapport aux pays nordiques et aux Etats-Unis en ce qui concerne la portée et l'application des sanctions, sont instamment invités, dans le cadre de la participation à l'action internationale contre l'apartheid, à adopter de nouvelles sanctions et à éliminer les possibilités de tourner ces sanctions.

192. Il faudrait également envisager d'adopter des mesures destinées à empêcher d'autres pays de profiter du vide créé par le retrait des Etats qui ont imposé des sanctions contre l'Afrique du Sud. Les Etats qui décident d'appliquer de telles sanctions devraient prévoir des mesures d'ordre législatif pénalisant ceux qui violent ces sanctions au lieu de se contenter de déclarations de politique générale. Enfin, l'expérience montre qu'il faut renforcer, mieux coordonner, normaliser et appliquer plus strictement les sanctions adoptées contre l'Afrique du Sud et qu'il faut accroître l'efficacité du système centralisé de contrôle et de surveillance.

193. Bien que la situation politique dans la région semble s'améliorer, ce dont le Comité spécial se félicite, la communauté internationale devrait accorder une plus grande attention à la dégradation permanente de la situation en Afrique du Sud, où l'apartheid, qui est à l'origine du conflit dans la région, reste pratiquement intact. Le défi lancé à l'ensemble des membres de la communauté internationale est toujours aussi urgent.

194. Compte tenu de ce qui précède, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale :

a) De réaffirmer sa condamnation du système d'apartheid et des actes de répression, d'agression, de déstabilisation et de terrorisme du régime d'apartheid;

b) De réaffirmer également la légitimité de la lutte que le peuple opprimé d'Afrique du Sud mène par tous les moyens, y compris la résistance armée, pour l'élimination de l'apartheid et la création d'une société unie, démocratique et non raciale en Afrique du Sud;

c) D'exiger que le régime d'apartheid lève l'état d'urgence, libère tous les prisonniers et détenus politiques, annule les mesures d'interdiction frappant les organisations politiques et les particuliers ainsi que les restrictions à la liberté de la presse, et mette fin à sa politique de répression et à ses pratiques de violence;

d) D'exiger également que le régime raciste annule la condamnation à mort récemment prononcée contre des opposants à l'apartheid, y compris les "Six de Sharpeville", et applique la Convention de Genève de 1949 et le Protocole additionnel I de 1977 qui accordent le statut de prisonnier de guerre aux combattants capturés;

e) De souligner de nouveau que seules des négociations avec les représentants authentiques de la majorité en lutte peuvent conduire à un règlement pacifique, juste et durable du conflit racial en Afrique du Sud;

f) D'étudier les conclusions et recommandations figurant dans le rapport sur les faits récents concernant les relations entre l'Afrique du Sud et Israël (annexe I);

g) De prier le Conseil de sécurité d'adopter des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud;

h) De demander à tous les Etats, en attendant l'adoption par le Conseil de sécurité de sanctions globales et obligatoires, de mettre fin à toutes relations dans les domaines militaire, nucléaire, commercial, financier, technologique et des investissements, sous forme de participation au capital ou sous toute autre forme, ainsi qu'aux liaisons aériennes et autres avec l'Afrique du Sud, et d'empêcher leurs ressortissants de servir dans les forces armées d'Afrique du Sud ou dans d'autres secteurs névralgiques du pays;

i) De prier instamment tous les Etats de renforcer et de coordonner les mesures prises à l'encontre de l'Afrique du Sud, de suivre et d'appliquer strictement ces mesures et de punir ceux qui ne les respecteraient pas;

j) De prier instamment la communauté internationale d'accroître ses efforts en vue de l'application intégrale des résolutions de l'ONU relatives au boycottage dans le domaine de la culture, des sports, des biens de consommation et dans d'autres domaines encore, qui constitue un moyen de pression efficace pour inciter le régime de Pretoria à démanteler l'apartheid, et de condamner à nouveau la collaboration avec l'Afrique du Sud;

k) De prier instamment la communauté culturelle internationale de répondre à l'appel lancé par des artistes, des écrivains, des professionnels du spectacle et d'autres membres du monde culturel lancé lors du Colloque sur la culture contre l'apartheid tenu à Athènes, et de demander aux gouvernements de faciliter l'application de la politique d'isolement culturel de l'Afrique du Sud approuvée par le Comité spécial contre l'apartheid;

l) D'exhorter les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les conventions internationales concernant l'apartheid, y compris la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, ou à y adhérer;

m) De demander aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers d'apporter toute l'assistance possible au peuple en lutte d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale, ainsi qu'aux Etats de première ligne victimes des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud;

n) D'autoriser le Comité spécial contre l'apartheid à poursuivre sa nouvelle approche qui vise à mobiliser une action internationale contre l'apartheid en recueillant, analysant et diffusant des informations, en organisant des réunions, en établissant des contacts avec des organisations non gouvernementales et des particuliers capables d'agir sur l'opinion publique et le processus de prise de décisions, et en organisant des auditions, des consultations, des missions, des campagnes de publicité et toutes autres activités appropriées;

o) De convoquer en 1989 une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences meurtrières en Afrique australe.

Notes

1/ Dans les townships du Vaal Triangle, où l'opposition à la nouvelle Constitution a commencé en 1984, le taux de participation aux élections municipales de 1983 a été de moins de 15 %. A Soweto, la plus grande des townships, moins de 6 % des électeurs ont voté. Au moment de la rédaction du présent rapport, le régime de Pretoria, se préparant à imposer ses "élections municipales" impopulaires, avait pour se faciliter la tâche interdit la réunion de la All-In-Conference. Cette conférence, demandée par le COSATU, devait rassembler une grande diversité de représentants des forces anti-apartheid afin d'élaborer une riposte commune et concertée au durcissement de la campagne de répression menée par le régime. Avant la Conférence, des forces de sécurité ont lancé des coups de main contre les organisations anti-apartheid et arrêté des centaines de militants, parmi lesquels de nombreux syndicalistes; voir également The Economist (Londres), 13 août 1988.

2/ A la tête du National Security Management System se trouvent le State Security Council et un ensemble de comités. Le Conseil, qui est présidé par M. P. W. Botha, conseille les autorités dans la formulation d'une politique et de stratégies nationales en matière de sécurité. Ses décisions sont appliquées aux niveaux régional et local par les Joint Management Councils, qui évaluent les conditions de sécurité dans chaque région et recommandent aux autorités les solutions appropriées, depuis l'intervention des forces de sécurité jusqu'à l'amélioration des conditions de vie. Les Councils et leurs organes subsidiaires sont composés de représentants du monde des affaires, des conseils de communauté, de la police sud-africaine et des forces de défense sud-africaines (SADF).

3/ Selon un récent document, dont la teneur a été communiquée clandestinement au Conservative Party et qui a été communiqué au Parlement, le régime a une stratégie axée sur les médias pour faire face à son problème de "crédibilité" et encourager la participation aux élections municipales, principalement dans les communautés noires. Le coût total, approuvé par le cabinet, en est estimé à plus de 2 millions de dollars; voir également Financial Mail (Johannesburg), 10 juin 1988.

4/ Work in Progress (WIP), 52 (Braamfontein, Afrique du Sud), mars 1988.

5/ Government Gazette (Pretoria), vol. 276, No 11339, 10 juin 1988; Star (Johannesburg), 5 juillet 1988.

6/ Government Gazette (Pretoria), Nos 11156 et 11157, 24 février 1988. Les 17 organisations interdites sont les suivantes : Azanian People's Organization, Azanian Youth Organization, Cape Youth Congress, Cradock Residents' Association, Detainees' Parents Support Committee, Detainees Support Committee, National Education Crises Committee, National Education Union of South Africa, Port Elizabeth Black Civic Organization, Release Mandela Campaign, South African National Students' Congress, South African Youth Congress, Soweto Civic Association, Soweto Youth Congress, United Democratic Front, Vaal Civic Association et Western Cape Civic Association.

7/ The Times (Londres), 26 février 1988.

8/ En outre, Pretoria a créé le Defence Manpower Liaison Committee (DEMALCOM), présidé par des militaires et composé de représentants de la Chambre des mines, de la Fédération des industries sidérurgiques et mécaniques d'Afrique du Sud, de la Chambre fédérée des industries, de l'Association des chambres de commerce et d'autres groupes du monde des affaires. Une des fonctions du DEMALCOM est de fournir aux participants les statistiques sur les incidents liés aux "troubles" et de leur signaler d'éventuels arrêts de travail; voir également South African Labour Bulletin (SALB) (Braamfontein, Afrique du Sud), vol. 13, No 1, novembre 1987.

9/ Dans sa plainte, le COSATU a relevé les points suivants : a) la préférence que le Gouvernement sud-africain cherche à donner aux syndicats pratiquant la discrimination raciale au détriment des autres; et b) la privation fondamentale du droit de grève; "Plainte présentée par le Congress of South African Trade Union (COSATU) contre le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud", Rapport du Directeur général, quatrième rapport supplémentaire, quatorzième question à l'ordre du jour, Conseil d'administration, OIT (Genève), mai-juin 1988.

10/ Financial Times (Londres), 2 mars 1988; Weekly Mail (Johannesburg), 27 mai au 2 juin 1988; et Financial Mail (Johannesburg), 3 juin 1988.

11/ Sash (Johannesburg), vol. 30, No 3, décembre 1987.

12/ Weekly Mail (Johannesburg), 13 au 19 novembre 1987; Greenflies - Municipal Police in the Eastern Cape, publié par Black Sash (Mowbray), 1er janvier 1988; City Press (Johannesburg), 10 janvier 1988; et The New Nation (Johannesburg), 17 au 23 mars 1988.

13/ Dans la série de décès en question, il convient de mentionner la mort d'Eric Mntonga, dirigeant de l'Institute for a Democratic Alternative for South Africa (IDASA), de l'avocat Victoria Mxenge, de Mathew Goniwe, de Fabian Ribeiro, du chef Ampie Mayisa et d'autres, tous dirigeants de communautés respectés qui ont été brutalement assassinés; Financial Times (Londres) et The New York Times (29 janvier 1988).

14/ Le COSATU et l'UDF expliquent cette violence en grande partie par "une tentative systématique d'écraser nos organisations ... En disant cela, nous ne contestons pas que des membres de nos organisations aient participé à des actes de violence. Néanmoins, il existe des preuves que la violence peut, en majeure partie, être directement attribuée aux groupes d'autodéfense et au fait que la police ne soit pas intervenue pour empêcher les troubles de s'étendre..."; "Violence in Pietermaritzburg (PMB), A Memorandum by COSATU and UDF", novembre 1987; Africa News (Durham), 16 novembre 1987; et South African Labour Bulletin (SALB) (Braamfontein), vol. 13, Nos 4 et 5, juillet 1988.

15/ Le National Committee against Removals estime que 4 millions de Noirs ont été déplacés par la force depuis 1950 et que 3 millions sont menacés de l'être; Crisis in Crossroads: A report on human rights in South Africa (Lawyers Committee for Human Rights, New York, décembre 1987); et dépêche de Reuter, 11 mars 1988.

16/ Il est estimé que, dans l'ensemble du pays, environ 250 000 Noirs vivent dans des "zones blanches". Il y a 1,5 million de squatters dans la région de Pretoria-Witwatersrand et environ 2,5 millions autour de Durban; Financial Mail (Johannesburg), 8 juillet 1988; Weekly Mail (Johannesburg), 22 au 28 juillet 1988; et New Nation (Johannesburg), vol. 3, No 30, 28 juillet au 3 août 1988.

17/ South Africa: Human Rights and the Rule of Law, Commission internationale de juristes, édité par Geoffrey Bindman, Pinter Publishers (Londres et New York), 1988.

18/ Depuis 1963, près de 82 personnes sont mortes en prison où elles étaient détenues en vertu d'une législation permettant la détention sans jugement; Review of 1987, par le Detainees' Parents Support Committee, DPSC (Johannesburg), 31 janvier 1988 et Weekly Mail (Johannesburg), 3 au 9 juin 1988.

19/ Human Rights Update, Centre for Applied Legal Studies, University of the Witwatersrand (Johannesburg), avril 1988, et vol. 1, No 3, juillet 1988.

20/ Les "Six condamnés de Sharpeville" ont bénéficié d'un sursis à l'exécution de la sentence à la suite d'une campagne internationale sans précédent lancée en leur faveur. Ce sont Mojalefa Reginald Sefatsa, Reid Malebo Mokoena, Oupa Moses Diniso, Theresa Ramashamola, Duma Joshua Kumalo et Francis Don Mokhesi. Ils avaient été condamnés à mort par la Cour suprême de Pretoria en décembre 1985 pour avoir fait partie de la foule qui a tué un conseiller communautaire à Sharpeville, une township du Vaal Triangle. Ils ont été accusés de meurtre et condamnés à mort seulement parce que la Cour a jugé qu'ils avaient eu le "même objectif" que les vrais coupables. Leur appel avait été rejeté le 1er décembre 1987. Ils devaient être pendus le 18 mars 1988; voir également Human Rights Update, Centre for Applied Legal Studies, University of the Witwatersrand (Johannesburg), vol. 1, No 3, juillet 1988.

21/ Hansard (Le Cap), 1er mars 1988, col. 154-156.

22/ A l'heure actuelle, le boycottage s'est répandu dans plus de 50 townships, coûtant au régime environ 400 millions de dollars; Christian Science Monitor (Boston), The Guardian (Londres) et The Washington Post, 18 février 1988.

23/ Communiqué commun de l'African National Congress et du National Council of Trade Unions (Harare), daté du 3 mai 1988; et "Press Statement on PAC-NACTU Talks", publié par le PAC le 2 septembre 1987 à Dar es-Salaam.

24/ COSATU News, édition spéciale du Congrès, mai-juin 1988; S.A. Barometer (Johannesburg), vol. 2, No 11, 17 juin 1988; et Work in Progress (WIP), 54 (Braamfontein, Afrique du Sud), juin-juillet 1988.

25/ COSATU Information Bulletin (Johannesburg), octobre 1987, The New York Times, 13 mars 1988; The Guardian et Financial Times (Londres), 22 mars 1988; et Weekly Mail (Johannesburg), 25-30 mars 1988.

26/ Financial Mail (Johannesburg), 8 janvier 1988; S.A. Barometer (Johannesburg), vol. 2, No 9, 20 mai 1988, et vol. 2, No 10, 3 juin 1988; et Business Week (New York), 20 juin 1988.

27/ S.A. Barometer (Johannesburg), vol. 2, No 9, 20 mai 1988.

28/ Plus de 30 000 membres de la NUMSA ont fait grève dans 180 usines en août 1988. La grève, qui s'est soldée par des pertes estimées à 20 millions de dollars pour l'industrie, a été levée après qu'un accord eut été conclu entre le syndicat et la Steel and Engineering Industries Federation (SEIFSA), fédération nationale des employeurs des industries métallurgiques. Cet accord établit notamment un mécanisme d'ordre d'arrêt obligatoire pour le syndicat; Work in Progress (WIP), 54 (Braamfontein, Afrique du Sud), juin-juillet 1988; et NUMSA National Strike Report (Johannesburg), 11 août 1988.

29/ Weekly Mail (Johannesburg), numéros du 4 au 10 mars et du 12 au 18 août 1988.

30/ The New York Times, 21 août 1988.

31/ "Peoples of the World against Apartheid and for a Democratic South Africa", rapport de la Conférence de l'ANC tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 1er au 4 décembre 1987; Southern Africa Report (Toronto), février 1988; et Weekly Mail (Johannesburg), 12-18 août 1988.

32/ Déclaration de 26 chefs religieux (Johannesburg), 29 juin 1988, et The Guardian (Londres), 5 septembre 1988.

33/ Financial Mail (Johannesburg), 4 décembre 1987.

34/ Le NDM est dirigé par Wynand Malan, ancien député du National Party, qui s'en est retiré et s'est présenté comme candidat indépendant.

35/ Die Kerkbode, publication de l'Eglise réformée hollandaise, a fait paraître un article critiquant la présence des soldats sud-africains en Angola pour des raisons "d'éthique chrétienne". Ultérieurement, Beeld, journal publié en afrikaans, a demandé la libération du dirigeant de l'ANC, Nelson Mandela.

36/ Le End Conscription Campaign a été créé fin 1983 en vue d'obtenir la cessation de la conscription et de fournir un appel moral aux objecteurs de conscience; Resister, Committee on South African War Resistance, Londres, No 52, octobre-novembre 1987; Weekly Mail (Johannesburg), 4-10 mars 1988; et The New York Times, 28 mars et 23 août 1988.

37/ Bien que cela soit difficile à évaluer, le End Conscription Campaign pense qu'environ 7 589 conscrits n'ont pas répondu à l'appel de 1985, contre 2 500 en 1984. Entre le début de 1984 et juillet 1987, 1 248 objecteurs au total ont déposé une demande d'affectation au service civil au Board for Religious Objection. A mesure que la guerre s'intensifiait en Angola, davantage de Blancs ont refusé de faire leur service militaire. Une étude effectuée parmi les étudiants blancs de l'Université Rhodes en 1987 a montré que près de 52 % de ceux-ci projetaient d'émigrer pour échapper à la conscription; voir également S.A. Barometer (Johannesburg), vol. 2, No 15, 12 août 1988.

38/ Financial Mail (Johannesburg), 5 août 1988; et Weekly Mail (Johannesburg), 5-11 août 1988.

39/ Front-line States and the destabilization by South Africa, par Victoria Brittain (Londres), février 1988; et Victims of Apartheid: Refugees, Returnees and Displaced Persons in Southern Africa, document d'information établi à l'intention de la Conférence internationale sur la condition des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe, tenue à Oslo, du 22 au 24 août 1988.

40/ Centro de Estudos Africanos, Universidade Eduardo Mondlane, Mozambican migrant workers in South Africa: the impact of the expulsion order, document de travail publié par le Service de la migration internationale pour l'emploi de l'OIT (Genève), octobre 1987.

41/ New Nation (Johannesburg), 10-16 mars 1988; "Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique", présenté par Robert Gersony, consultant auprès du Bureau for Refugee Programmes du Département d'Etat (Washington, D. C.), avril 1988.

42/ The Nation (New York), 27 février 1988; The Guardian (Londres), 4 mars 1988; et The Washington Post, 10 août 1988.

43/ Mozambique Update (Londres), No 6, 6 novembre 1987; et The Guardian et Financial Times (Londres), 29 février 1988.

44/ ANC statement on Pretoria's terrorism, déclaration faite par le Secrétaire général de l'ANC, Alfred Nzo, le 11 février 1988.

45/ Financial Mail, 12 août 1988; et John Small, Code of Conduct - Canadian Companies in South Africa, rapport annuel pour l'année 1987, 31 mai 1988.

46/ Secrétariat du Commonwealth, Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, South Africa's Relationship with the International Financial System, Londres, juillet 1988.

- 47/ The Cape Times, 20 octobre 1987; et dépêche de Reuter, 16 mars 1988.
- 48/ Wall Street Journal, 26 juillet 1988.
- 49/ Dépêche de Reuter, 28 avril 1988.
- 50/ Irish Times, 13 août 1988; et Financial Mail, 12 août 1988.
- 51/ Commonwealth News Release, "Statistics on trade with South Africa", 5 août 1988.
- 52/ Ibid.
- 53/ Ibid.; The New York Times, 22 novembre 1987; et The Citizen, 20 novembre 1987.
- 54/ The New York Times, 13 août 1988; Financial Times, 1er août 1988; The Economist, Londres, 2 avril 1988; et Beate Klein, Transnational Corporate Disinvestment from South Africa: Selective Disengagement (document non publié, établi pour le Centre contre l'apartheid), août 1988, p. 31.
- 55/ Financial Times, 22 juillet 1988.
- 56/ Confédération internationale des syndicats libres, Investment in Apartheid, Bruxelles, mai 1988.
- 57/ Anti-Apartheid Movement, Londres, U. K. Companies and Their Subsidiary or Related Companies in South Africa and Namibia, juin 1988.
- 58/ Klein, op. cit., p. 26 et 27.
- 59/ Financial times, 3 août 1988.
- 60/ U.S. General Accounting Office, South Africa: Trends in Trade, Lending and Investment, avril 1988; et Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, op. cit.
- 61/ Anti-Apartheid Movement, Anti-Apartheid News (Londres), mai 1988.
- 62/ Dépêche de l'agence France-Presse, 24 mai 1988.
- 63/ Dépêche de Reuter, 18 novembre 1987.
- 64/ Anti-Apartheid News (Londres), janvier-février 1988.
- 65/ The Financial Times (Londres), 3 février 1988.
- 66/ Dépêche de l'Agence de presse autrichienne, 24 janvier 1988.
- 67/ Communiqué de presse du Département de l'information de l'ONU, GA/AP/1841, 7 mars 1988; et Business Day, 31 mars 1988.

- 68/ The Guardian (Londres), 5 juillet 1988.
- 69/ The Citizen (Johannesburg), 13 et 14 janvier; The Guardian, 13 janvier; Der Spiegel (Hambourg), 22 février; et Die Zeit (Hambourg), 1er juillet 1988.
- 70/ Frankfurter Allgemeine Zeitung, 14 janvier 1988.
- 71/ Southscan, vol. 2, No 37, 2 juin 1988.
- 72/ Dépêche de Reuter, 16 août 1988; et The Citizen (Johannesburg), 17 août 1988.
- 73/ The New York Times, 25 décembre 1987; et The Star, 12 janvier 1988.
- 74/ Loi No 67/1988 relative à l'interdiction des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et la Namibie, et A/43/284-S/19737, 5 avril 1988.
- 75/ A/42/677; Financial Times (Londres), 3 février 1988; et The Guardian, 2 et 3 février 1988.
- 76/ Voir A/43/544, et The Guardian (Londres), 5 août 1988.
- 77/ Le Canada et les Etats-Unis ont interdit les importations de vin sud-africain. Le Japon, Taiwan, la Suisse, la Belgique, la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas sont les principaux importateurs de vin sud-africain (dépêche de Reuter, 28 avril 1988).
- 78/ Christian Science Monitor (Boston), 8 août 1988.
- 79/ Ibid.
- 80/ Newsletter on the Oil Embargo against South Africa (Amsterdam), Shipping Research Bureau, No 9, octobre 1987, et No 10, janvier 1988.
- 81/ Small, op. cit.
- 82/ Klein, op. cit., p. 7 et 32.
- 83/ Confédération internationale des syndicats libres, op. cit.; et Klein, op. cit.
- 84/ The Washington Post, 22 décembre 1987.
- 85/ "Les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie", rapport du Secrétaire général (E/C.10/1988/7), 20 janvier 1988.
- 86/ Agence Reuter, 16 novembre 1987.
- 87/ The New York Times, 2 mars 1988; Financial Times, 7 mars 1988.
- 88/ The Star, hebdomadaire servi par avion, 22 juillet 1988.

89/ Agence Tass (Tokyo), 24 février 1988.

90/ Newsletter (Londres), International Campaign against Banking on Apartheid, No 5, hiver 1987/88.

91/ The Guardian, 9 juin 1988.

92/ The Guardian, 7, 8, 9 et 13 juin 1988; et The New Nation, 8, 11 et 13 juin 1988.

93/ The New York Times, 26 janvier 1988.

94/ Ibid., 22 juin 1988; et A/43/543, annexe.

95/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, séances plénières, 76e et 77e séances, et ibid., Supplément No 22 (A/42/22), par. 113.

96/ Ibid., Supplément No 22 (A/42/22), par. 113.

97/ Lettre adressée au Président du Comité spécial par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, 30 mars 1988.

98/ E/1988/81/Add.1.

99/ Voir A/43/610-S/20188.

100/ Voir A/43/675-S/20215.

ANNEXE I

Rapport sur l'évolution récente des relations entre l'Afrique du Sud et Israël

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 42/23 D adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 1987. Cette résolution priait le Comité spécial contre l'apartheid de garder constamment à l'étude la question des relations entre Israël et l'Afrique du Sud et d'en rendre compte à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité selon qu'il conviendrait.
2. Les mesures restrictives adoptées l'an dernier par le Gouvernement israélien à l'encontre de l'Afrique du Sud ont été notées dans le précédent rapport spécial établi sur la question par le Comité spécial a/. Ce rapport indiquait que, chaque année, Israël vend des armes à l'Afrique du Sud pour une valeur comprise entre 1 milliard 26 millions et 1 milliard 68 millions de rands. Etant donné que les deux pays continuent d'entretenir des relations militaires généralement considérées comme très actives, le présent rapport traite principalement de ces relations.
3. Bien que les données disponibles soient limitées en raison du caractère secret des relations entre les deux pays, il existe des informations suffisantes pour donner à penser que la collaboration entre l'Afrique du Sud et Israël se poursuit, notamment dans le domaine militaire.

II. COLLABORATION MILITAIRE

4. Le 18 mars 1987, le Cabinet israélien a annoncé qu'il ne renouvellerait pas ses contrats militaires avec l'Afrique du Sud. Toutefois, en dépit de cette annonce, des informations indiquent que le Gouvernement israélien a rassuré à de nombreuses reprises le public en lui faisant savoir que les relations avec l'Afrique du Sud ne subiraient pas de "véritables changements" et que l'industrie n'en souffrirait pas. Les mêmes informations précisent que certains contrats militaires conclus par Israël n'expireront qu'à la fin des années 90 b/. La poursuite de la collaboration militaire entre ces deux pays confirme en effet que leurs relations n'ont guère changé.
5. En novembre 1987, on a appris que l'Afrique du Sud avait profité de l'annulation par Israël de la construction de l'avion de chasse Lavi pour attirer des travailleurs licenciés de l'aéronautique en offrant à 600 anciens employés des Israeli Aircraft Industries un salaire atteignant jusqu'à 7 000 dollars par mois, assorti de généreuses indemnités de transports et de logement c/. Bien qu'un porte-parole de l'ARMSCOR d'Afrique du Sud ait démenti qu'ARMSCOR emploie des ingénieurs israéliens, les informations reçues continuent d'affirmer le contraire d/.
6. Selon des sources sûres, une cinquantaine de techniciens et ingénieurs israéliens de l'aéronautique, faisant double emploi après l'annulation du projet de chasseur Lavi, ont été recrutés par une société aéronautique sud-africaine et habitaient à Johannesburg en décembre 1987, percevant des salaires compris entre 5 000 et 7 000 dollars par mois versés sur des comptes bancaires ouverts un peu

partout dans le monde. Ils devaient d'abord travailler sur le programme d'amélioration du Cheetah, une adaptation du Mirage sud-africain, avant de collaborer à la mise en place d'une installation destinée à la fabrication de nouveaux appareils aériens dans une usine proche de Pretoria e/. On pense que des experts israéliens ont joué un rôle important dans la mise au point du projet Cheetah profondément modifié qui a été lancé récemment f/.

7. En août 1988, le régime d'apartheid a dévoilé le nouveau Cheetah amélioré, le Cheetah E, qui est un système modernisé et intégré de navigation et d'armement. Ce système serait capable de passer de l'attaque au sol à un duel aérien sur la simple pression d'un bouton. Il aurait été stationné secrètement sur une nouvelle base aérienne au nord du Transvaal, où il aurait été expérimenté pendant plusieurs mois g/.

8. On a également appris que des conseillers militaires israéliens avaient aidé l'aviation sud-africaine dans sa guerre contre l'Angola. Ils auraient brouillé les radars angolais et permis à l'aviation sud-africaine d'effectuer son raid contre Lubango en février 1988. Selon The Observer, environ 600 techniciens israéliens auraient participé à cette action offensive. On estime que ce nombre élevé de conseillers israéliens se trouve en Namibie depuis 1976 et qu'en 1981, le Ministre de la défense israélien de l'époque, M. Ariel Sharon, a inspecté des troupes dans le nord de la Namibie, ainsi que dans le sud de l'Angola h/. Selon des sources angolaises, Israël a participé à l'entraînement de soldats de l'UNITA dans une base d'un pays voisin, et du personnel militaire israélien a été engagé aux côtés des troupes sud-africaines en Namibie i/.

9. Outre les ingénieurs et conseillers israéliens employés en Afrique du Sud, il existe aussi un commerce d'armes entre les deux pays. Selon une source d'informations, environ 10 % des exportations annuelles totales d'armes israéliennes seraient destinées à l'Afrique du Sud j/.

10. Bien que le commerce militaire entre les deux pays soit hautement confidentiel, on obtient des informations sporadiques. Selon l'une d'elles, fournie par le chef du syndicat danois des gens de mer, trois cargos danois étaient sous contrat avec l'entreprise israélienne Mano Seaways spécialisée dans le transport d'armes israéliennes à destination de l'Afrique du Sud. Citant des déclarations faites par les membres de l'équipage, le chef du syndicat a dit que ces navires, à savoir le Herborg, le Karoline et le Dorthe Lea, ont transporté des armes en Afrique du Sud cette année comme les années précédentes k/. On a aussi appris qu'en novembre 1987 la compagnie aérienne israélienne El Al avait transporté des armes d'Autriche à Johannesburg l/.

11. Selon d'autres informations, Israël a accepté d'échanger un avion d'affaires à réaction contre du charbon sud-africain aux termes d'un contrat de 14 millions de rands, qui, selon le porte-parole du Ministère de l'énergie, n'était pas contraire aux nouvelles mesures prises par Israël contre l'Afrique du Sud m/. Toujours en ce qui concerne le commerce à des fins militaires, la télévision d'Etat israélienne a affirmé qu'Israël importait de l'acier sud-africain pour ses industries d'armements n/.

12. Selon des informations récentes émanant de la presse et de certaines sources israéliennes, des représentants israéliens et sud-africains devaient se réunir

secrètement en août dernier à Pretoria. Cette réunion secrète aurait été organisée conformément à un accord conclu en 1976, lorsque le Premier Ministre sud-africain de l'époque, John Voster, s'était rendu en Israël et avait mis en place "un comité ministériel chargé de superviser un ensemble d'accords militaires et économiques". Il semble aussi, d'après ces informations, que cet accord, comme la plupart des autres accords conclus entre le régime sud-africain et Israël, soit non limitatif et automatiquement reconduit. La presse israélienne a en outre indiqué, en se fondant sur des sources du Ministère israélien des affaires étrangères, que la décision ministérielle prise en mars 1987 signifiait "explicitement" qu'Israël ne signerait "aucun nouvel accord avec l'Afrique du Sud", mais "respecterait les accords existants" o/.

13. Au vu des exemples donnés ci-dessus et des annonces faites par les responsables israéliens, il apparaît que les mesures limitées adoptées par Israël contre l'Afrique du Sud n'ont guère modifié les relations entre les deux pays. Il est caractéristique que le Directeur général du Ministère israélien des affaires étrangères ait indiqué que les mesures adoptées par Israël en 1987 étaient symboliques et ne porteraient pas sérieusement atteinte au commerce entre les deux pays, qui se chiffrait à 240 millions de dollars par an p/.

III. POSITION DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN A L'EGARD DES SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

14. Dans une lettre datée du 29 juillet 1988, adressée au Centre contre l'apartheid, la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le Gouvernement israélien continuerait de s'efforcer de restreindre ses relations avec l'Afrique du Sud et qu'il s'abstiendrait d'entreprendre de nouvelles opérations avec l'Afrique du Sud dans le domaine de la défense. Elle a ajouté qu'aucun investissement nouveau en Afrique du Sud n'avait été approuvé et que les relations culturelles étaient totalement suspendues avec "les instituts sud-africains qui ont un rapport quelconque avec le régime d'apartheid". Elle a ajouté que les fonctionnaires israéliens n'avaient pas le droit de se rendre en Afrique du Sud et que les autorités israéliennes, y compris les services douaniers, avaient pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher Israël de servir au transit des biens et services en provenance et à destination d'Afrique du Sud. Cette lettre faisait aussi mention de programmes de formation organisés en Israël à l'intention de Noirs sud-africains ainsi que d'invitations à visiter Israël transmises à des dirigeants noirs éminents.

15. Le Comité spécial ne considère cependant pas ces programmes et visites comme des mesures restrictives à l'encontre de l'Afrique du Sud. Si utiles qu'elles soient, ces actions ne peuvent remplacer les mesures restrictives.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

16. Malgré les mesures adoptées par le Gouvernement israélien contre l'Afrique du Sud, telles qu'elles ont été annoncées l'an dernier et confirmées récemment, Israël poursuit sa collaboration avec l'Afrique du Sud, notamment dans le domaine militaire. Le fait que des accords secrets de nature militaire et autres restent en vigueur entre les deux pays signifie que cette collaboration durera jusqu'à l'expiration des accords, à une date inconnue de la communauté internationale. La collaboration militaire d'Israël avec l'Afrique du Sud porte non seulement sur

le commerce des armes et la modernisation des systèmes d'armement du régime d'apartheid, mais aussi sur la formation et les conseils fournis à l'armée et aux forces alliées du régime dans le conflit régional au détriment des Etats de première ligne et des Etats voisins ainsi que des combattants de la liberté de Namibie.

17. Bien que les mesures limitées prises par Israël contre l'Afrique du Sud constituent un pas dans la bonne direction, le Comité spécial s'inquiète en particulier de la poursuite des relations militaires d'Israël avec l'Afrique du Sud. Etant donné les accords militaires qui existent entre les deux pays et le secret qui entoure la nature et la durée de ces accords, l'affirmation d'Israël selon laquelle il "s'abstiendra d'entreprendre de nouvelles opérations avec l'Afrique du Sud dans le domaine de la défense" ne représente pas une contribution suffisante aux efforts déployés par la communauté internationale pour isoler l'Afrique du Sud et mettre fin à l'apartheid dès que possible.

18. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale de l'autoriser à garder constamment à l'étude la question des relations entre l'Afrique du Sud et Israël et à présenter un rapport selon qu'il conviendra.

19. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale de condamner la poursuite de la collaboration entre l'Afrique du Sud et Israël et de lancer un appel à Israël pour qu'il cesse immédiatement cette collaboration.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 22 (A/42/22).

b/ Israeli Foreign Affairs (Californie), juin 1987, et South African Digest, 25 septembre 1987.

c/ Southscan, 11 novembre 1988; et Israeli Foreign Affairs, décembre 1987.

d/ The Citizen, 13 février 1988; The Star, 3 décembre 1987.

e/ Jane's Defence Weekly, 5 décembre 1987; The Star, 25 novembre et 3 décembre 1987; Israeli Foreign Affairs, décembre 1987.

f/ Sunday Tribune, 24 juillet 1988; Israeli Foreign Affairs, mars 1988.

g/ Israeli Foreign Affairs, septembre 1988.

h/ Southscan, 16 mars 1988; Facts and Reports, 19 mars 1988.

i/ The Guardian, 7 juin 1988; Israeli Foreign Affairs, juillet 1988.

j/ Jane's Defence Weekly, 9 janvier 1988.

k/ The Washington Times, 19 mai 1988.

l/ Austrian Press Agency, 24 janvier 1988.

m/ The Star, 29 septembre 1987.

n/ Jane's Defence Weekly, 2 mai 1988.

o/ Israeli Foreign Affairs, juillet 1988.

p/ The Star (hebdomadaire), 30 septembre 1987.

ANNEXE II

Composition des organes subsidiaires du Comité spécial contre l'apartheid et du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud

1. Organes subsidiaires du Comité spécial :

- a) Sous-Comité de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration avec l'Afrique du Sud :

Ghana (Président), Hongrie, Inde, Indonésie, Pérou et Soudan

- b) Sous-Comité des pétitions et de l'information :

Algérie (Président), Népal, République démocratique allemande, Somalie et Trinité-et-Tobago

- c) Equipe spéciale pour les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid :

Inde, Philippines, Soudan (Président) et Trinité-et-Tobago

- d) Equipe spéciale pour les prisonniers politiques :

Guinée, Inde, Malaisie, Pérou (Président), République arabe syrienne, République démocratique allemande et Somalie

- e) Equipe spéciale sur les aspects juridiques de l'apartheid :

Hongrie, Nigéria (Président), Pérou et République arabe syrienne

2. Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud :

Algérie, Cuba, Indonésie, Koweït (Vice-Président), Nicaragua, Nigéria, Norvège (Président), Nouvelle-Zélande, République démocratique allemande, République socialiste soviétique d'Ukraine et République-Unie de Tanzanie.

ANNEXE III

Extraits des déclarations faites par le Comité spécial

Au cours de la période considérée, le Comité spécial a fait un certain nombre de déclarations. On trouvera ci-après la liste de ces déclarations et des extraits de la plupart d'entre elles.

GA/AP/1816
(11 septembre 1987) Déclaration du Président à l'occasion du dixième anniversaire de la mort en détention du dirigeant du mouvement de la conscience noire, Steven Biko

"... En ce dixième anniversaire de la mort tragique de Steven Biko, le Comité spécial contre l'apartheid note que la situation qui est à l'origine de sa mort ne s'est pas modifiée et s'est même aggravée... En hommage à Steven Biko, le Comité spécial contre l'apartheid demande à la communauté internationale d'intensifier ses efforts en vue d'obtenir qu'il soit mis fin aux exécutions et que tous les prisonniers et détenus politiques soient libérés sans condition, première étape sur la voie d'un règlement négocié et pacifique et de la création d'une société unie, non raciale et démocratique en Afrique du Sud."

GA/AP/1820
(5 octobre 1987) Déclaration du Président à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre)

"... A l'heure actuelle en Afrique du Sud, le peuple opprimé est soumis, dans le cadre de l'état d'urgence, à des mesures de répression sans précédent de la part du régime d'apartheid. Les arrestations, les détentions, les bannissements, la torture et la mort en détention sont monnaie courante. On estime que plus de 30 000 personnes, notamment des femmes et des enfants, ont été incarcérés depuis juin 1986 et que 30 jeunes patriotes attendent la mort dans leur cellule pour nul autre 'crime' que leur opposition à l'apartheid."

GA/AP/1825
(22 octobre 1987) Déclaration du Président condamnant les récentes arrestations et détentions en Afrique du Sud

"Compte tenu des restrictions draconiennes imposées aux médias en ce qui concerne les détentions, le sort d'un détenu ou d'une personne disparue n'est pas toujours connu immédiatement... Les détentions récentes ne font qu'ajouter à la longue liste de ceux que le régime a essayé de réduire au silence en les emprisonnant sans les juger..."

GA/AP/1827
(4 novembre 1987)

Déclaration du Président par intérim demandant à la communauté internationale d'exercer des pressions en vue d'obtenir un sursis à l'exécution du combattant de la liberté sud-africain Mlungisi Lumphondo

"Le Comité spécial contre l'apartheid demande à la communauté internationale d'intervenir immédiatement pour qu'il soit sursis à l'exécution de M. Lumphondo et d'exercer le maximum de pressions sur les autorités de l'apartheid afin d'empêcher cette exécution ainsi que celle de tous les autres combattants de la liberté condamnés à mort."

GA/AP/1828
(6 novembre 1987)

Déclaration du Président par intérim à propos de la libération d'un membre de l'African National Congress, Govan Mbeki

"Le Comité spécial contre l'apartheid se félicite de la libération de Govan Mbeki, porte-parole de l'African National Congress, prisonnier des geôles de l'apartheid avec Nelson Mandela depuis 1964... Le Comité spécial estime que la libération de M. Mbeki et de certains autres prisonniers politiques ne peut avoir de signification que si on la considère comme une première étape vers l'abolition de l'apartheid. Cette libération devrait être suivie par celle de tous les autres prisonniers et détenus politiques, la levée de l'état d'urgence, la légalisation de tous les mouvements de libération nationale et autres organisations politiques et le retour de tous les exilés politiques..."

GA/AP/1829
(19 novembre 1987)

Déclaration du Président demandant à la communauté internationale de s'opposer à la multiplication des actes d'agression de l'Afrique du Sud à l'encontre de l'Angola

"Le renforcement de la présence des forces armées du régime d'apartheid en Angola est une preuve supplémentaire du mépris suprême que professe le régime pour l'opinion publique internationale, de sa détermination à multiplier ses attaques contre l'Angola et du soutien fourni aux forces de l'UNITA..."

GA/AP/1830
(4 décembre 1987)

Message du Président à la Conférence au sommet de la Communauté européenne, tenue à Copenhague du 4 au 7 décembre.

"... Le sommet de Copenhague constitue une occasion unique d'adopter d'autres sanctions collectives contre le régime sud-africain... Nous demandons instamment à la Conférence de tenir dûment compte de la nécessité d'appliquer strictement les mesures qui ont déjà été adoptées, notamment l'embargo obligatoire sur les armes. Nous demandons en particulier le renforcement des législations nationales afin d'éviter toute lacune pouvant permettre au régime de Pretoria d'acquérir du matériel d'importance cruciale pour l'armée et la police..."

GA/AP/1831
(7 décembre 1987)

Déclaration du Président à la suite du rejet de l'appel lancé en faveur des six condamnés de Sharpeville

"Le Comité spécial contre l'apartheid est vivement préoccupé par le rejet de l'appel interjeté par les Six de Sharpeville, qui ont été condamnés à mort le 12 décembre 1985 pour avoir prétendument tué l'adjoint au maire de la municipalité de Sharpeville au cours de manifestations motivées par l'imposition, par le régime d'apartheid, d'une prétendue constitution. Le Comité spécial en appelle à la communauté internationale pour qu'elle s'oppose avec vigueur aux condamnations à mort et prenne toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'exécution des six patriotes sud-africains..."

GA/AP/1834
(8 janvier 1988)

Déclaration du Président dénonçant les avertissements adressés à cinq revues anti-apartheid par le Gouvernement sud-africain et condamnant les tentatives visant à museler "l'autre" presse sud-africaine.

"... Les autorités sud-africaines ont menacé de fermer The Sowetan, New Nation, Weekly Mail, South et Work in Progress. Ces menaces constituent une mesure supplémentaire pour réduire au silence les opposants à l'apartheid et empêcher l'opinion publique internationale de connaître la vérité sur la terreur que fait régner le régime en Afrique du Sud".

GA/AP/1836
(18 janvier 1988)

Déclaration du Président à l'occasion du décès de Sean MacBride

"Le Comité spécial contre l'apartheid a appris avec une profonde tristesse le décès (le 15 janvier à Dublin) de Sean MacBride, lauréat du prix Nobel et du prix Lénine... Au cours d'une carrière qui s'est étendue sur 70 années, Sean MacBride a été tour à tour Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, fondateur et Président d'Amnesty International, Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, Secrétaire général de la Commission internationale de juristes et Président de l'International Bureau for Peace de Genève; il a fait preuve d'une volonté farouche et d'un dévouement sans bornes qui ont laissé leur empreinte non seulement dans son propre pays, l'Irlande, mais également sur la scène internationale où son engagement sans faille en faveur du désarmement nucléaire, de la décolonisation et des droits de l'homme a toujours forcé le respect."

GA/AP/1837
(5 février 1988)

Déclaration du Président concernant le développement des échanges commerciaux du Japon avec l'Afrique du Sud

"Le Comité spécial contre l'apartheid est préoccupé par les articles publiés récemment dans la presse faisant état du développement des échanges commerciaux du Japon avec

l'Afrique du Sud, dont la valeur estimative pour 1987 est supérieure à 4 milliards de dollars, soit une augmentation de 14 % par rapport à 1986. Le Japon est devenu le premier partenaire commercial du régime d'apartheid... Le Comité spécial renouvelle donc l'appel lancé au Gouvernement japonais l'invitant à prendre d'urgence des mesures complémentaires pour mettre fin aux échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud..."

GA/AP/1838
(25 février 1988)

Déclaration du Président invitant la communauté internationale à dénoncer les nouvelles mesures de répression prises par l'Afrique du Sud et à imposer des sanctions au régime

"Les dernières mesures prises par le régime viennent s'ajouter à celles entrant dans le cadre de l'état d'urgence décrété il y a deux ans et qui a fait du pays un état policier. Le régime intensifie ainsi la guerre non déclarée qu'il mène contre toute évolution pacifique en Afrique du Sud car les organisations dont les activités sont maintenant interdites sont celles qui ont récemment été à l'avant-garde de l'opposition pacifique à l'apartheid..."

GA/AP/1840
(4 mars 1988)

Déclaration du Président demandant que la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars) soit célébrée par le plus grand nombre possible de gouvernements, d'organisations et de particuliers

"... En ce jour [21 mars 1960], plusieurs milliers de manifestants défilant pacifiquement pour protester contre les lois relatives aux laissez-passer d'Afrique du Sud ont essuyé le feu d'une police raciste sans pitié, et 69 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées et 180 blessées. La célébration de la Journée internationale revêt cette année une importance particulière, car la situation en Afrique du Sud s'est beaucoup aggravée depuis les dernières mesures de répression prises par le régime contre les opposants à l'apartheid..."

GA/AP/1841
(7 mars 1988)

Déclaration du Président à propos de la participation de l'Afrique du Sud à une exposition d'armes au Chili

"Au nom du Comité spécial et en mon nom propre, je dois dire combien sont préoccupantes les nouvelles selon lesquelles le régime raciste d'Afrique du Sud participera à la prochaine exposition d'armes (FIDA 88) à Santiago (Chili). Nous sommes également étonnés d'apprendre que deux navires de la marine nationale sud-africaine, le Drakensberg et le vaisseau lance-missiles Frans Erasmus, ont été officiellement invités à faire escale dans des ports chiliens. Cette invitation est contraire à l'esprit de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur les armes contre

l'Afrique du Sud et viole la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité qui prie tous les Etats de s'abstenir d'importer des armes, des munitions de tous types et des véhicules militaires fabriqués en Afrique du Sud. Nous demandons instamment au Gouvernement chilien d'annuler l'invitation adressée au régime raciste d'Afrique du Sud ainsi que la visite de deux navires sud-africains dans des ports chiliens..."

GA/AP/1848
(15 mars 1988)

Déclaration du Président priant instamment la communauté internationale d'intervenir pour empêcher l'exécution des "Six de Sharpeville" par l'Afrique du Sud le 18 mars

"Le Comité spécial contre l'apartheid vient d'apprendre que le régime sud-africain a donné l'ordre de faire exécuter [le 18 mars] les 'six condamnés de Sharpeville', à savoir MM. Diniso, Khumalo, Mokgesi, Mokeona, Sefatsa et Mlle Theresa Ramashamola... Les délibérations du tribunal ayant jugé les 'Six de Sharpeville' montrent qu'aucun des six jeunes Sud-Africains accusés de meurtre n'a été reconnu coupable de la mort du conseiller. Ils ont été accusés de meurtre et condamnés à mort uniquement parce que la Cour a jugé qu'ils avaient les mêmes mobiles que les véritables meurtriers. Ce prétendu jugement relève sans aucun doute du concept barbare de la responsabilité collective rejeté aussi bien par le droit national qu'international..."

GA/AP/1849
(18 mars 1988)

Déclaration du Président annonçant l'entrée en vigueur le 3 avril de la Convention contre l'apartheid dans les sports

"Je suis heureux d'annoncer qu'au 4 mars, 27 Etats Membres avaient ratifié, accepté, approuvé la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports ou y avaient adhéré. Conformément à son article 18, la Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du dépositaire du vingt-septième instrument de ratification, acceptation, approbation ou adhésion. La Convention entrera par conséquent en vigueur le 3 avril... La Convention a également été signée par plus de 40 autres Etats qui n'ont pas encore déposé leurs instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation. Je souhaite encourager ces Etats à accélérer les procédures leur permettant de devenir parties à la Convention..."

GA/AP/1853
(23 mars 1988)

Message du Président adressé au journal anti-apartheid New Nation exprimant la consternation du Comité spécial à la suite de l'interdiction frappant ce journal depuis le 22 mars

"... La mesure draconienne prise contre New Nation est une nouvelle tentative de la part de Pretoria pour réduire au silence la majorité noire et empêcher la publication

d'articles dénonçant sa politique inhumaine. Le Comité spécial espère que le message de résistance et d'espoir en l'avènement d'une société sud-africaine non raciale, unitaire et démocratique diffusé par New Nation continuera d'être transmis car il découle de la volonté de faire connaître les revendications de la majorité noire touchant la création d'une nouvelle société en Afrique du Sud... Même si New Nation est réduit au silence aujourd'hui, sa voix continuera d'être entendue à travers l'Afrique du Sud, dans les municipalités et usines d'où elle a surgi..."

GA/AP/1854
(25 mars 1988)

Déclaration du Président par intérim condamnant les exécutions en Afrique du Sud

"Le Comité spécial contre l'apartheid vient d'apprendre avec horreur que le régime raciste d'Afrique du Sud a exécuté Michael Lucas et quelques autres personnes dont les noms n'ont pas été communiqués. Le régime a également décidé l'exécution mardi prochain, 29 mars, de Similio Lennox Wonci, Mziwoxolo Christopher Makeleni, Ndumiso Silo Siphenuka et Mackezwana Menze, tous membres de l'Addo Youth Congress et condamnés à mort par un tribunal raciste en janvier 1987..."

GA/AP/1855/Rev.1
(29 mars 1988)

Déclaration du Président à l'occasion de l'assassinat à Paris de la représentante de l'African National Congress, Dulcie September

"Le Comité spécial contre l'apartheid a été choqué d'apprendre l'assassinat de Dulcie September, chef de la mission de l'African National Congress of South Africa, à Paris... Deux jours auparavant (27 mars), une bombe a été découverte devant le bureau de l'ANC à Bruxelles... Le Comité spécial condamne ces actes criminels et terroristes commis par les forces du régime sud-africain, cette fois dans un pays d'Europe occidentale. Il note que l'assassinat de Mme September n'est pas un incident isolé, mais plutôt une escalade de la guerre non déclarée que mène le régime de Pretoria contre le peuple sud-africain et qu'il porte maintenant dans les capitales européennes. Le Comité spécial demande aux gouvernements occidentaux de prendre des mesures immédiates pour assurer la sécurité et la protection des représentants de l'ANC en poste sur leur territoire et d'empêcher la répétition d'actes aussi ignobles. Il leur demande de restreindre leurs relations diplomatiques avec le régime terroriste car c'est sous le couvert de l'immunité diplomatique que Pretoria commet ses actes meurtriers. Le Comité spécial demande une fois de plus aux gouvernements des pays occidentaux d'interdire toutes les liaisons aériennes entre leur pays et l'Afrique du Sud..."

GA/AP/1856
(8 avril 1988)

Déclaration du Président à l'occasion de la tentative d'assassinat contre le militant de l'African National Congress, Albie Sachs

"Le Comité spécial contre l'apartheid a appris avec consternation que les agents de Pretoria avaient essayé d'assassiner M. Albie Sachs, avocat et écrivain, travaillant actuellement pour le Ministère de la justice du Mozambique. M. Sachs, militant de l'African National Congress of South Africa (ANC), a été grièvement blessé lorsqu'une bombe a fait exploser sa voiture dans le centre de Maputo... Le Comité spécial contre l'apartheid condamne vigoureusement ce nouvel acte de terrorisme d'Etat visant les mouvements de libération nationale..."

GA/AP/1859
(4 mai 1988)

Déclaration du Président annonçant la tenue d'une séance spéciale pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire du Comité spécial, le 6 mai, avec la participation de l'archevêque Desmond Tutu

GA/AP/1864
(3 juin 1988)

Déclaration du Président condamnant les mesures d'intimidation prises par le patronat à l'encontre de syndicalistes sud-africains participant à des manifestations pacifiques

"... un certain nombre d'employeurs sud-africains, notamment l'Anglo American Corporation (le plus grand conglomérat du pays), ont menacé de prendre des mesures disciplinaires ou toute autre mesure que les compagnies jugeraient nécessaires à l'encontre des membres du Congress of South African Trade Unions (COSATU) et des fédérations affiliées s'ils participaient à une manifestation pacifique entre le 6 et le 8 juin. On se souviendra que lors de sa réunion convoquée d'urgence, le COSATU avait décidé de réserver trois jours au début de juin, les 6, 7 et 8, au cours desquels les travailleurs pourraient manifester sous une forme ou une autre pour protester contre les restrictions imposées au COSATU, l'interdiction frappant 17 organisations et 18 particuliers luttant contre l'apartheid et s'opposant à l'adoption du Labour Amendment Bill dont les dispositions pourraient effectivement paralyser le mouvement syndical noir. Le Comité spécial estime que ces mesures d'intimidation constituent une violation flagrante des normes internationalement reconnues régissant les relations professionnelles..."

GA/AP/1865
(8 juin 1988)

Déclaration du Président demandant que la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud soit célébrée par le plus grand nombre possible de gouvernements et d'organisations (16 juin)

"... La célébration de la Journée de Soweto marquera cette année le douzième anniversaire du plus horrible massacre qu'ait jamais connu l'Afrique du Sud : le 16 juin 1976, des manifestations pacifiques d'étudiants africains défilant contre l'imposition forcée de l'Afrikaans et la prétendue éducation bantoue et défiant héroïquement des violences policières massives entraînaient le massacre et la mutilation de milliers d'écoliers... La célébration de la Journée internationale prend cette année une importance particulière car les mesures de répression prises par le régime raciste à l'encontre des opposants à l'apartheid dans le cadre du maintien de l'état d'urgence n'ont fait qu'aggraver la situation en Afrique du Sud..."

GA/AP/1866
(10 juin 1988)

Déclaration du Président par intérim condamnant la prorogation de l'état d'urgence en Afrique du Sud et demandant instamment à la communauté internationale d'exiger l'imposition de sanctions contre le régime raciste

"Il y a deux ans, le régime raciste de Pretoria a institué l'état d'urgence en Afrique du Sud, donnant ainsi quasiment carte blanche aux forces militaires et à la police pour mater toute opposition à l'apartheid. Hier, il a prorogé à nouveau cet état d'urgence pour une période de 12 mois..."

GA/AP/1871
(22 juin 1988)

Déclaration du Président par intérim annonçant la tenue d'une séance du Comité spécial le 30 juin afin de rendre hommage au Président du Conseil mondial de la boxe, José Sulaiman, pour ses efforts contre l'apartheid

GA/AP/1873
(30 juin 1988)

Déclaration du Président se félicitant de la décision prise par la République fédérale d'Allemagne d'interdire à six scientifiques sud-africains de participer à une conférence internationale

"Le Comité spécial contre l'apartheid a appris qu'à la suite de l'intervention du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, six scientifiques sud-africains ne pourraient participer à la Conférence internationale sur les phénomènes de combustion et de détonation qui aura lieu ce mois-ci. La Conférence, organisée par l'Institut Fraunhofer de technologie chimique, à Karlsruhe, est considérée comme la plus importante dans ce domaine par les spécialistes internationaux... Le Comité spécial juge très encourageante l'initiative prise par le Gouvernement de la République

fédérale d'Allemagne. Il espère que cette initiative du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne encouragera d'autres gouvernements à prendre des mesures similaires lors des conférences ou réunions auxquelles sont invités des Sud-Africains."

GA/AP/1874
(11 juin 1988)

Déclaration du Président à propos de l'hospitalisation dans une clinique psychiatrique du journaliste Zwelakhe Sisulu

"Le Comité spécial contre l'apartheid a appris avec une vive préoccupation que le journaliste Zwelakhe Sisulu avait été hospitalisé dans le pavillon de psychiatrie de l'hôpital de Johannesburg pour dépression grave. M. Sisulu, rédacteur en chef de la revue anti-apartheid New Nation, est détenu sans jugement depuis décembre 1986. Il est au nombre des quelque 2 000 détenus politiques toujours incarcérés malgré les appels internationaux répétés demandant leur libération. Son père, Walter Sisulu, est incarcéré avec Nelson Mandela depuis 1964..."

GA/AP/1875
(12 juillet 1988)

Déclaration du Président à propos de l'arrestation récente par l'Afrique du Sud de militants anti-apartheid

"Le Comité spécial contre l'apartheid condamne vigoureusement l'arrestation par les autorités sud-africaines de plus de huit militants au Cap, le 8 juillet. Ils sont incarcérés dans le cadre de l'état d'urgence qui permet au régime de détenir les opposants pour une période indéterminée sans jugement. Parmi les détenus figurent Zollie Malindi, Président régional de l'United Democratic Front, le photographe Omar Badsha, l'avocat Bulelani Ngcuka et le journaliste Jonathan Shapiro. Leur détention est prétendument motivée par leur participation à l'organisation d'un concert destiné à marquer le soixante-dixième anniversaire, le 17 juillet, du chef emprisonné de l'African National Congress of South Africa, Nelson Mandela. Les quelque 500 personnes détenues depuis au moins six mois et les 1 000 qui le sont depuis un an ou plus sont un sujet de préoccupation croissante pour le Comité spécial. Les prisons d'Afrique du Sud sont aujourd'hui au nombre des plus peuplées du monde..."

GA/AP/1876
(13 juillet 1988)

Déclaration du Président demandant que le soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela, le 18 juillet, soit célébré par le plus grand nombre possible d'organisations

"... l'importance de Nelson Mandela, symbole de résistance et dirigeant du peuple sud-africain, est bien connue et continue de croître. Malgré 26 années passées dans les prisons de l'apartheid, il demeure toujours aussi déterminé à éliminer le système inhumain de la ségrégation raciale en Afrique du Sud et à établir dans ce pays une société libre, unie,

démocratique et non raciale où tous pourront sans condition tenir leur rôle... Nous demandons une fois de plus à la communauté internationale de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la libération immédiate et sans condition de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques sud-africains et namibiens, qui aurait dû avoir lieu depuis longtemps."

GA/AP/1879
(26 juillet 1988)

Déclaration du Président à l'occasion de la célébration de la Journée de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (9 août)

"... La Journée internationale de 1988 marquera le trente-deuxième anniversaire de la manifestation historique des femmes sud-africaines en 1956 protestant contre les lois du régime raciste sur les laissez-passer... Malgré les déclarations des autorités sud-africaines qui soutiennent que les lois sur les laissez-passer ont été abolies en 1986, les Noirs doivent toujours obtenir une autorisation pour vivre et travailler dans les villes d'Afrique du Sud. En outre, les expulsions forcées ont continué, avec, à présent, le soutien ouvert de groupes de miliciens équipés et financés par le régime raciste. Ceux qui souffrent le plus dans ces circonstances sont les femmes et les enfants..."

GA/AP/1884
(24 août 1988)

Message du Président par intérim envoyé à l'"End Conscription Campaign" (Campagne pour l'arrêt de la conscription) condamnant l'interdiction de la Campagne par l'Afrique du Sud le 22 août

"... Le Comité spécial estime que les travaux de cette campagne ont été importants dans la mesure où ils ont permis aux jeunes Blancs et aux autres de prendre conscience des injustices de l'apartheid et du rôle de l'armée et de la police sud-africaines dans le renforcement de la politique d'agression du régime en Afrique du Sud et dans la région. Malgré son interdiction, la Campagne continuera d'être la voix de l'espoir et de relayer les efforts visant à promouvoir une solution juste et pacifique au conflit de l'Afrique du Sud..."

ANNEXE IV

Conférences et séminaires organisés par le Comité spécial ou avec son aide

A. Conférence sur les peuples du monde contre l'apartheid et pour une Afrique du Sud démocratique (1er-4 décembre 1987)

1. La Conférence sur les peuples du monde contre l'apartheid et pour une Afrique du Sud démocratique a été organisée par l'African National Congress (ANC) à Arusha (République-Unie de Tanzanie) à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire.

2. Le Président de la Conférence était M. Salim Ahmed Salim, Vice-Premier Ministre et Ministre de la défense et du service national de la République-Unie de Tanzanie. Plus de 500 délégués représentant des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des mouvements de libération nationale et les forces démocratiques sud-africaines étaient présents, ainsi qu'une délégation du Comité spécial dirigée par l'un de ses vice-présidents, M. Jai Pratap Rana.

3. La Conférence a été ouverte par M. Julius Nyerere, Président du parti au pouvoir en République-Unie de Tanzanie, dont la Conférence a décidé de publier le discours comme document de travail, par M. Oliver Tambo, Président de l'ANC, et M. Sam Nujoma, Président de la SWAPO. Les chefs de délégation ont prononcé leurs déclarations en séance plénière.

4. A la fin de ses débats, la Conférence a adopté une Déclaration d'Arusha sur l'Afrique du Sud et un programme visant à intensifier l'action internationale contre l'apartheid et pour une Afrique du Sud démocratique. Dans la Déclaration, les participants ont invité instamment tous les gouvernements, organisations internationales et mouvements de solidarité à faire en sorte d'appuyer la lutte pour une Afrique du Sud non raciale, unie et démocratique et ont réaffirmé qu'ils continueraient à s'employer à mettre fin à l'apartheid, à faire en sorte que la Namibie accède à l'indépendance et à instaurer la paix en Afrique australe. Dans le Programme d'action, ils ont énoncé un plan à l'intention de la communauté internationale en vue de l'adoption, de l'application et du contrôle de sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud et de l'accroissement général de l'appui à la lutte contre l'apartheid.

B. Séminaire sur le rôle des médias d'Amérique latine et des Caraïbes dans la Campagne internationale contre l'apartheid (7-9 mars 1988)

1. Le Comité spécial a organisé à Lima, en coopération avec le Gouvernement péruvien, un Séminaire sur le rôle des médias d'Amérique latine et des Caraïbes dans la Campagne internationale contre l'apartheid. Le Séminaire, qui était présidé par M. Gonzalo Durant Aspillaga, Ministre par intérim des affaires étrangères et Ministre de la justice du Pérou, a rassemblé des journalistes, rédacteurs et écrivains de 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, plusieurs journalistes venus d'Afrique du Sud, des représentants des médias, des experts ainsi que des représentants des mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud

et de Namibie, des milieux officiels péruviens et de plusieurs organes des Nations Unies. La délégation du Comité spécial était dirigée par son président, le général de division Joseph N. Garba, qui a ouvert le Séminaire et a prononcé un discours de clôture. Le Ministre péruvien des affaires étrangères, M. Allan Wagner, a aussi prononcé un discours à la séance de clôture du Séminaire.

2. Le Séminaire a adopté un projet de rapport sur ses travaux, un appel et deux résolutions. Dans leur appel, les participants au Séminaire ont engagé les médias, les organisations non gouvernementales, les syndicats et les écrivains d'Amérique latine et des Caraïbes à prendre un certain nombre de mesures pour contribuer à sensibiliser encore l'opinion publique à ce qui se passe réellement en Afrique du Sud et en Namibie et à promouvoir une action internationale efficace, et notamment l'adoption de sanctions globales obligatoires, pour éliminer l'apartheid et assurer l'indépendance de la Namibie. Dans les deux résolutions, les participants ont rendu hommage au Pérou pour sa contribution à la lutte contre l'apartheid et exprimé leur appui aux journalistes sud-africains.

C. Conférence sur l'avenir de l'Afrique australe et le rôle de l'Europe, organisée par l'Association des parlementaires d'Europe occidentale en faveur d'une action contre l'apartheid (23-30 mars 1988)

1. L'Association des parlementaires d'Europe occidentale en faveur d'une action contre l'apartheid a organisé une Conférence sur l'avenir de l'Afrique australe et le rôle de l'Europe, à Lusaka.

2. La première partie de la Conférence s'est tenue à Lusaka du 23 au 27 mars. Le Président, Kenneth Kaunda, a, en qualité d'hôte, prononcé le discours d'ouverture de la Conférence qui portait essentiellement sur l'Afrique du Sud et la Namibie. Ont assisté à la Conférence des délégations zimbabwéennes et zambiennes, et notamment des représentants des mouvements de libération nationale. Le Comité spécial était représenté par M. Sotirios Mousouris, chef du Centre contre l'apartheid.

3. Les parlementaires présents se sont engagés à user de l'influence dont ils disposent dans leurs pays respectifs et vis-à-vis de leur électorat pour faire adopter des mesures destinées à éliminer l'apartheid et à faire appliquer la résolution du Conseil de sécurité relative à l'indépendance de la Namibie a/.

D. Colloque sur la culture contre l'apartheid (2-4 septembre 1988)

1. Le Colloque sur la culture contre l'apartheid, organisé par le Comité spécial contre l'apartheid en coopération avec le Ministère grec de la culture et l'Association hellénique pour les Nations Unies, a eu lieu à Athènes. Présidé par Mme Mélina Mercouri, Ministre grec de la culture, il a réuni 36 artistes du spectacle, metteurs en scène de cinéma et de théâtre, écrivains et autres artistes éminents du monde entier ainsi que des représentants des mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud. M. Harry Belafonte, Mme Glenda Jackson et M. Wole Soyinka en ont été élus vice-présidents, et M. Rick Dutka rapporteur. Un certain nombre d'ONG y ont assisté en qualité d'observateurs. La délégation du Comité spécial était dirigée par son président, qui a ouvert le Colloque et a prononcé un discours de clôture b/.

2. Le Colloque a adopté un projet de rapport sur ses travaux, ainsi que l'Appel d'Athènes et un certain nombre de recommandations. Les participants ont analysé la situation en Afrique du Sud et l'attitude de la communauté internationale; ils ont examiné le rôle des artistes et professionnels du spectacle dans la lutte contre l'apartheid, et discuté du boycottage culturel contre l'Afrique du Sud ainsi que de ses conséquences. Après avoir approuvé les actions de boycottage contre la culture d'apartheid sud-africaine et les principes directeurs du boycottage récemment adoptés par le Comité spécial, ils ont adopté l'Appel d'Athènes préconisant l'intensification de ce boycottage, et un certain nombre de recommandations.

3. L'Appel demande notamment à tous les écrivains, artistes, musiciens, compositeurs, gens du spectacle, acteurs, producteurs, distributeurs et autres personnes évoluant dans le monde de la culture de refuser de se produire ou d'autoriser la production de leurs oeuvres en Afrique du Sud. Il recommande de renforcer le suivi du boycottage et appuie pleinement l'Organisation des Nations Unies dans les efforts qu'elle déploie pour préconiser l'isolement de l'Afrique du Sud c/.

4. Dans un message adressé à certains sénateurs des Etats-Unis, les participants ont exprimé leur soutien aux récentes initiatives législatives destinées à renforcer les sanctions appliquées par les Etats-Unis contre l'Afrique du Sud. Ils ont aussi publié à l'intention du public un message demandant la libération inconditionnelle de Nelson Mandela, Zephania Mothopeng et de tous les autres prisonniers politiques. Ils ont appelé l'attention de la communauté internationale sur le sort des milliers de Sud-Africains en détention, en procès ou en prison. Ils ont en outre demandé le rejet total des prétendues "élections locales" organisées par le régime d'apartheid le 26 octobre 1988.

Notes

a/ Voir A/AC.131/291.

b/ On trouvera le rapport du Colloque dans A/AC.115/L.656.

c/ Le texte intégral de l'Appel figure dans A/43/606-S/20184.

ANNEXE V

Célébration des Journées internationales de solidarité par le Comité spécial

A. Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (11 octobre)

1. Le 12 octobre 1987, le Comité spécial a tenu une réunion destinée à faire connaître les souffrances des prisonniers politiques en Afrique du Sud (tous ceux qui sont emprisonnés, internés ou frappés d'interdiction pour s'être opposés à l'apartheid) et à réaffirmer la volonté de la communauté internationale d'obtenir leur libération. Des déclarations ont été faites à cette occasion par le Secrétaire général, par le Président de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, par le Président du Conseil de sécurité et par le Président par intérim du Comité spécial. Parmi les orateurs invités figuraient le Rév. Tshenuwani Simon Farisani, lui-même ancien prisonnier en Afrique du Sud, Mme Dawn Ingle de l'association Free the Children Alliance, Mme Isabelle Jaques d'Amnesty International et Mme Gay McDougall du Lawyers Committee for Civil Rights Under Law.

B. Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars)

2. Le Comité spécial s'est réuni le 21 mars 1988 à l'occasion du vingt-huitième anniversaire du massacre de Sharpeville (Afrique du Sud) au cours duquel les forces de police ont ouvert le feu sur plusieurs milliers de manifestants qui protestaient pacifiquement contre les "lois sur les laissez-passer", tuant 69 personnes et en blessant bien davantage. Le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale, le Président du Conseil de sécurité et le Président par intérim du Comité spécial ont pris la parole au cours de la réunion. Mme Coretta Scott King, veuve de Martin Luther King, Jr., était une invitée d'honneur et elle a fait une déclaration. La troupe sud-africaine de la comédie musicale "Sarafina" a clos la réunion en interprétant deux chansons.

C. Journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple d'Afrique du Sud (16 juin)

3. Le Comité spécial s'est réuni le 16 juin 1988 pour commémorer l'anniversaire du massacre de Soweto (Afrique du Sud) (16 juin 1976) au cours duquel la police a ouvert le feu sur des centaines d'écoliers et d'étudiants non armés protestant contre l'imposition de l'Afrikaans et du prétendu système d'enseignement bantou et à la suite duquel des centaines de personnes ont trouvé la mort durant des affrontements. Le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale, le Président du Conseil de sécurité et le Président par intérim du Comité spécial ont pris la parole à cette occasion. Parmi les orateurs invités figuraient Mme Semaar Karima du Western Cape Youth Congress, organisme affilié au South African Youth Congress, et M. Justice Lebea, membre du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

D. Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie (9 août)

4. Le 9 août 1988, le Comité spécial a tenu une réunion en vue de commémorer la manifestation organisée jour pour jour en 1956 par les femmes sud-africaines pour protester contre l'extension aux femmes des lois sur les laissez-passer. Des déclarations ont été faites à cette réunion par le Président par intérim du Comité spécial, le Directeur du Centre contre l'apartheid au nom du Secrétaire général et d'autres orateurs.

ANNEXE VI

Liste des documents du Comité spécial

- A/AC.115/L.647 Messages reçus à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie
- A/AC.115/L.648 Messages reçus pour la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains
- A/AC.115/L.649 Rapport de la Conférence internationale des étudiants solidaires des étudiants d'Afrique australe en lutte, Londres, 31 juillet-3 août 1987
- A/AC.115/L.650 Le sort des enfants en Afrique du Sud
- A/AC.115/L.651 Rapport du Séminaire sur le rôle des médias d'Amérique latine et des Caraïbes dans la Campagne internationale contre l'apartheid, tenu à Lima (Pérou) du 7 au 9 mars 1988
- A/AC.115/L.652 Messages reçus à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- A/AC.115/L.653 Messages reçus à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Comité spécial contre l'apartheid (6 mai 1988)
- A/AC.115/L.654 Messages reçus à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la lutte du peuple d'Afrique du Sud - Journée de Soweto (16 juin 1988)
- A/AC.115/L.655 Messages reçus à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela (18 juillet 1988)
- A/AC/115/L.656 Rapport du Colloque sur la culture contre l'apartheid, tenu à la Fondation Eugenidion d'Athènes du 2 au 4 septembre 1988.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
